

LE CONGO, PIONNIER AFRICAÏN DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

VOX MAG

#12 · PREMIER TRIMESTRE 2026

www.vox.cg



MICHEL DJOMBO :
**« NOUS VOULONS ÊTRE ASSOCIÉS AUX
RÉFORMES, PAS SEULEMENT INFORMÉS »**

À LA TÊTE DE L'UNION PATRONALE ET INTERPROFESSIONNELLE DU CONGO (UNICONGO) DEPUIS QUATRE ANS, MICHEL DJOMBO DRESSE UN BILAN TOURNÉ VERS L'AVENIR. DANS UN CONTEXTE DE MOROSITÉ ÉCONOMIQUE PERSISTANTE, IL DÉFEND LA VISION D'UN SECTEUR PRIVÉ NON PAS RÉACTIF ET PLAINTIF, MAIS CO-CONSTRUCTEUR DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES.

VOXMAG

FORUM
VOXÉCO

ANALYSER - ÉCHANGER - PROPOSER

25 JUIN 2026 | POINTE-NOIRE

www.forumvox.eco

POINTE-NOIRE HUB DE RÉFÉRENCE : LE PARI DE LA COMPÉTITIVITÉ

SALLE DE CONFÉRENCE DU PAPN | 13H00



VoxMag

SOMMAIRE

07 ÉDITORIAL

ET APRÈS... ?

40 SOCIÉTÉ

LE CONGO, PIONNIER
AFRICAIN DANS
LA LUTTE CONTRE
LE CHANGEMENT
CLIMATIQUE

46 CULTURE

VAR D'EXTRA MUSICA
NOUVEL HORIZON,
UN FESTIN DE RUMBA
QUI RAVIVE LE GENRE
MUSICAL

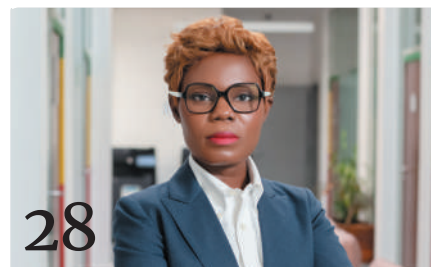
50 SPORT

POUR UNE
RENAISSANCE
ATHLÉTIQUE ET
INDUSTRIELLE DU
SPORT CONGOLAIS



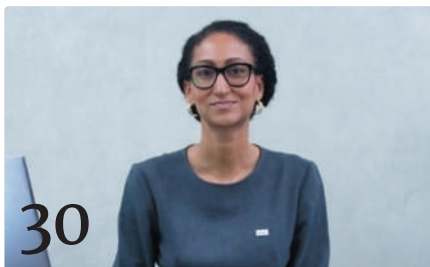
LE PORTRAIT DU MAG

PR FRANCINE NTOUMI :
« LA SCIENCE AU SERVICE DU CONGO,
MALGRÉ TOUT ET POUR TOUJOURS »



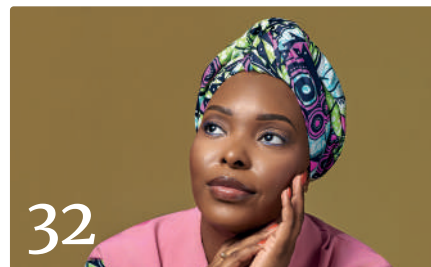
LE PORTRAIT DU MAG

ANNONCIA BADIABIO :
« DIRIGER AVEC SENS CONSTRUIRE
LA PROSPÉRITÉ »



LE PORTRAIT DU MAG

NANCY CHENARD :
« L'AUDACE D'OSER, LA SAGESSE
DE SE FORMER »



LE PORTRAIT DU MAG

CINDY GAMASSA :
« QUAND RÊVER GRAND DEVIENT
UN ACTE DE RÉSISTANCE »



L'information
continue sur
notre chaîne
Whatsapp



08

ÉCONOMIE
BANTULAB :
L'INCUBATEUR
QUI FORGE
LES CHAMPIONS
ENTREPRENEURIAUX
LOCAUX

Vox Mag #12 · Premier trimestre 2026 · Imprimé en France · **DIRECTRICE DE PUBLICATION** Marna Julie Mankene · **RÉDACTION** Achille Zickou-Totho, Sasha Kitadi, Ruth Kouloungou, Certes Bemî, Monica Ngoma (stagiaire) · **DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING** Max Goma · **DIRECTEUR ARTISTIQUE** Jésus Sony · **PHOTOS** Jean Euloge Samba, Marbel Mboungou.

+242 05 680 55 10 | contact@vox.cg | www.vox.cg | 146 Avenue Charles De Gaulle - Centre-Ville | Brazzaville - République du Congo.

Les adresses figurant dans les pages rédactionnelles sont données à titre d'information, sans aucun but publicitaire. La reproduction, même partielle, des articles et illustrations pris dans Vox Mag est strictement interdite, sauf accord de la rédaction. © VOX MAG - Premier trimestre 2026.



19

EN COUVERTURE

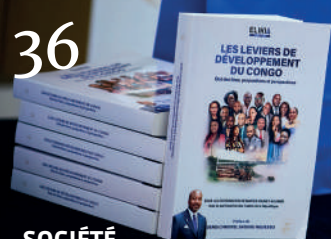
**MICHEL DJOMBO :
« NOUS VOULONS
ÊTRE ASSOCIÉS
AUX RÉFORMES,
PAS SEULEMENT
INFORMÉS »**

14

DOSSIER :

**AGRICULTURE CONGOLAISE DUPLIQUER
LE MODÈLE SARIS CONGO POUR SORTIR
DU ROMANTISME RURAL**

36



SOCIÉTÉ

**« LES LEVIERS DE DÉVELOPPEMENT
DU CONGO » QUAND
LA JEUNESSE PREND LA PLUME
POUR BÂTIR L'AVENIR**

56

SPORT
APRÈS SA QUALIFICATION
EN QUARTS DE FINALE
OTOHÔ RÊVE DÉSORMAIS
GRAND EN COUPE
DE LA CAF



42



SOCIÉTÉ

**ÉROSIONS À BRAZZAVILLE ET
POINTE-NOIRE, UNE URGENCE
ENVIRONNEMENTALE QUI DÉVORE
LES VILLES**



Agence de com
orientée résultats

Sortir du cadre, c'est là que commencent les grandes idées.

Conseil & Stratégie

Communication digitale

Publicité & Relations presse

Photographie & Vidéographie

Événementiel



+242 06 675 42 13
+242 05 782 58 17

www.adn.cg
ecrire@adn.cg

Éditorial

Et après... ?

Après l'élection présidentielle et la sanction du souverain primaire, maître absolu dans le jeu démocratique, celui-ci a une fois encore exercé son droit fondamental de désigner la personne qu'il juge digne de recevoir une fraction de sa souveraineté. En portant son choix sur le garant de la bonne marche des institutions de la République, le peuple a investi pour un nouveau quinquennat l'homme à qui il entend confier le destin collectif de la nation.

Ayant ainsi porté son dévolu sur la personne habilitée à présider aux destinées du pays pour les cinq prochaines années, le souverain primaire entre désormais dans le temps du donnant-donnant. En déléguant une part de son autorité au garant des institutions, le peuple est en droit d'en escompter une contrepartie tangible. L'heure est au rendez-vous des engagements.

Après avoir accordé sa confiance au candidat victorieux de la présidentielle, les attentes populaires se cristallisent autour de plusieurs exigences impérieuses : l'amélioration des conditions sociales, l'accessibilité aux soins de santé primaires dans des structures adéquates, la réhabilitation des infrastructures scolaires et la mise à disposition d'un corps enseignant qualifié, appelé à former les générations à venir, véritables héritiers de la République.

Dans ce jeu démocratique où le souverain primaire est consulté, il n'exige en retour qu'une chose, que ses doléances soient érigées en priorité de gouvernance, axées résolument sur l'amélioration du cadre social. Cette exigence, simple dans sa formulation, n'en demeure pas moins fondamentale dans sa portée.

Dans ce contexte, les Congolaises et les Congolais se tiennent debout, en citoyens conscients de leurs responsabilités, soucieux de leur lendemain, immunisés contre l'intoxication informationnelle et la manipulation, et fermement déterminés à s'investir comme artisans de l'histoire de leur nation. Il convient, dès lors, que chacun en prenne pleinement la mesure.



Le peuple a le devoir absolu de tenir l'engagement solennel pris depuis la Conférence nationale souveraine, à savoir : bâtir la démocratie dans la paix. En optant pour la restauration du pluralisme politique au Congo, les confrenciers proclamaient alors leur opposition catégorique à ce que la réalisation des ambitions individuelles s'opère au prix du sacrifice des filles et fils du Congo, qui ont tous, sans exception, droit à la vie et au bien-être.

Le peuple réclame en outre une amélioration substantielle de la desserte en eau et en électricité, afin de permettre à la frange engagée dans les initiatives entrepreneuriales de disposer d'un environnement d'affaires propice. L'alimentation continue en énergie électrique est en effet indispensable au fonctionnement des unités de production. Il en va de même de la desserte en eau potable : les atouts naturels considérables du pays (cours d'eau, rivières et lacs) contrastent de façon saisissante avec le dénuement quotidien des populations en matière d'accès à ce liquide vital.

Le peuple plaide également pour l'amélioration des conditions sociales des agents relevant des structures sanitaires à budget de transfert, de l'Université Marien Ngouabi, sans oublier ceux des entités décentralisées. Ces hommes et ces femmes de l'État constituent le socle invisible sur lequel repose la continuité des services publics.

Conscient du contexte socio-économique et financier difficile que traverse le pays, le peuple entend jouer pleinement sa partition pour en sortir le Congo de la morosité ambiante. Mais pour ce faire, les barrières infranchissables dressées devant lui doivent être levées. Il importe de créer un cadre approprié permettant aux citoyens de soumettre leurs doléances au garant des institutions, celui-là même à qui ils ont délégué une part de leur souveraineté. C'est à cette condition que le pacte social liant le régulateur des institutions au peuple trouvera tout son sens.

Le pacte social entre l'État et son élu exige de ce dernier de faire montre d'un patriotisme authentique, non pas cet élan d'émotion bref et frénétique qui s'embrase et s'éteint, mais ce dévouement tranquille, constant et résolu de toute une vie au service de la nation.

MARNA MANKENE
Directrice de publication

Bantulab.



BANTULAB : L'INCUBATEUR QUI FORGE LES CHAMPIONS ENTREPRENEURIAUX LOCAUX



Le président de la fondation BantuHub posant avec les premiers lauréats de l'incubateur, Bantulab.

Né de la vision de Vérone Mankou et adossé à un véhicule d'investissement de 655 millions de FCFA cofinancé par le groupe L'Archer, Bantulab s'impose comme le premier incubateur à impact de la République du Congo. Sélectif, exigeant, résolument ancré dans l'action, il vient de franchir une étape fondatrice, la sélection de sa première lauréate, Smart Mbongo, une fintech prometteuse en phase de bêta-test. Récit d'une initiative qui entend transformer durablement le tissu entrepreneurial congolais.

PAR : PAR SASHA KITADI
PHOTOS : FONDATION BANTUHUB

Dans un contexte où la République du Congo s'engage résolument sur la voie de la diversification économique, un acteur inédit vient redéfinir les règles du jeu entrepreneurial. Bantulab, incubateur initié par la Fondation BantuHub sous l'impulsion de Vérone Mankou, tranche radicalement avec les dispositifs d'accompagnement traditionnels, souvent cantonnés à des incantations théoriques sans prise sur le réel. Ici, chaque décision, chaque investissement, chaque sélection est calibrée à l'aune d'un seul critère : l'impact concret et mesurable.

Le constat fondateur est aussi lucide qu'implacable : les talents congolais foisonnent dans tous les secteurs d'activité, mais ils se heurtent avec une régularité décourageante à deux obstacles structurels : l'absence de cadres d'accompagnement rigoureux et la rareté des financements adaptés à leur stade de développement. Bantulab s'est architecturé précisément pour combler ce double vide, avec la précision d'un investisseur aguerri et l'ambition d'un bâtisseur d'écosystème.

Un véhicule d'investissement de 655 millions de FCFA

Au cœur du dispositif trône un fonds dédié de 655 millions de FCFA, soit l'équivalent d'un million d'euros, abondé par le groupe L'Archer, acteur de référence en structuration financière et en investissement en Afrique centrale. Ce capital n'est pas un simple chèque puisqu'il irrigue directement les startups sélectionnées via

des prises de participation au capital, soigneusement calibrées selon leur maturité opérationnelle, leur potentiel de croissance et leur rayonnement économique et social.

Le groupe L'Archer, fidèle à sa stratégie de catalyseur du secteur privé congolais, mise délibérément sur l'émergence de fleurons locaux créateurs de valeur, rompant avec la dépendance chronique aux importations et aux rentes extractives. Dans ce schéma de co-investissement, chaque franc CFA engagé est une mise sur l'avenir souverain du Congo, un pari sur l'intelligence locale plutôt que sur les solutions importées.

Les fintechs en première ligne ou l'urgence de numériser l'économie

Bantulab a délibérément ciblé les fintechs pour ouvrir son premier appel à candidatures, une focalisation sectorielle qui n'a rien d'arbitraire. Les technologies financières constituent en effet le levier le plus direct pour numériser l'économie congolaise, démocratiser l'accès aux services financiers et bâtir une inclusion financière réelle dans un pays où une large fraction de la population reste exclue du système bancaire formel.

Le processus de sélection, clos le 24 janvier 2026 à 23h59, s'est voulu impitoyable, adossé aux benchmarks des meilleurs incubateurs internationaux. L'objectif assumé étant de ne retenir qu'une poignée de lauréats pour garantir un suivi approfondi et un accompagnement

Les technologies financières constituent en effet le levier le plus direct pour numériser l'économie congolaise...

Le 4 février 2026, Bantulab franchit une étape décisive, l'intégration officielle de sa première lauréate. Smart mbongo, cofondée par Régis Dilou et Elwin Gomo, entre dans le programme...

véritablement transformateur. Car Bantulab n'a pas vocation à multiplier les lauréats pour afficher des chiffres flatteurs, il ambitionne de forger de véritables champions, capables de défier les standards mondiaux depuis Brazzaville.

Une première lauréate pour Bantulab

Le 4 février 2026, Bantulab franchit une étape décisive, l'intégration officielle de sa première lauréate. Smartmbongo, cofondée par Régis Dilou et Elwin Gomo, entre dans le programme après avoir surmonté un processus de sélection d'une exigence rare.

La symbolique du lieu n'est pas anodine, c'est aux Tours Jumelles de Brazzaville, adresse emblématique de l'ambition économique congolaise, que cette nouvelle page s'écrit.

Actuellement en phase de bêta-test, Smart mbongo se positionne comme un agrégateur de services financiers numériques à fort potentiel de disruption. La solution articule deux briques complémentaires ; d'une part, une passerelle de paiement via Mobile Money destinée aux marchands souhaitant fluidifier et sécuriser leurs transactions commerciales ; d'autre part, des outils de collecte de fonds (cagnottes et mécanismes de crowdfunding) pensés pour les particuliers et les communautés. L'ambition est claire : simplifier et sécuriser les transactions en ligne en République du Congo, dans un marché encore largement sous-équipé en solutions de paiement digital.

VOX TV

LE CONGO VU DE L'INTÉRIEUR

WWW.VOX.CG

CHAÎNE DE TÉLÉVISION D'INFORMATION EN CONTINU

DISPONIBLE SUR :



CANAL+

3 (ou 567)

Suivez VOXTV
en live sur Télé Na Nga

TNN

+242 05 680 55 10 / contact@vox.cg / redaction@vox.cg
146, Avenue Charles De Gaulle / Centre-Ville
Brazzaville / Rép. du Congo

24 mois d'immersion intensive pour un accompagnement à 360°

L'intégration de Smartmbongo marque le passage de Bantulab à sa phase pleinement opérationnelle. Sur 24 mois, la startup bénéficiera d'un écosystème de soutien multidimensionnel, pensé pour maximiser ses chances de passage à l'échelle : accompagnement stratégique de haut niveau, soutien financier structuré, renforcement de la gouvernance institutionnelle, et accès privilégié aux réseaux d'expertise, de partenaires et d'investisseurs qu'a constitués le groupe L'Archer au fil de son implantation en Afrique centrale.

Ce modèle d'incubation intensif, volontairement limité à deux entreprises accompagnées par an, est la colonne vertébrale de la philosophie Bantulab. Là où d'autres structures diluent leur attention sur des cohortes pléthoriques, Bantulab concentre ses ressources humaines, financières et relationnelles sur un nombre restreint de lauréats, une approche qui tient davantage du *venture builder* que de l'incubateur classique.

"L'action avant la communication", une philosophie assumée

Dans un écosystème startup parfois plus prompt à communiquer qu'à livrer, Bantulab cultive délibérément la sobriété médiatique. La philosophie fondatrice «*l'action avant la communication*» se traduit concrètement ; depuis le lancement du programme, seules deux prises de parole publiques ont été effectuées.

Le 1er juillet 2026, Bantulab ouvrira un nouvel appel à candidatures pour sélectionner sa deuxième lauréate.

Bantulab ne se contente pas de financer, il incube l'avenir d'une économie résiliente, audacieuse et souveraine.

Vérone Mankou a d'ailleurs annoncé sur les réseaux sociaux une période de silence médiatique volontaire, les prochaines communications étant réservées aux premiers impacts concrets et mesurables.

Cette posture, à rebours du *storytelling* startup habituel, est en elle-même un signal fort envoyé à l'écosystème entrepreneurial congolais ; ce qui compte, ce ne sont pas les annonces, mais les résultats. Une leçon de crédibilité dans un continent où la défiance envers les promesses non tenues a souvent refroidi les vocations.

Juillet 2026, le prochain rendez-vous des entrepreneurs congolais

Le calendrier est posé. Le 1er juillet 2026, Bantulab ouvrira un nouvel appel à candidatures pour sélectionner sa deuxième lauréate. Les entrepreneurs congolais porteurs de projets à fort potentiel de disruption et d'impact sont invités à se tenir prêts ; les modalités précises seront communiquées

en temps voulu sur les canaux officiels du programme.

Au-delà de la dynamique sectorielle, c'est une vision systémique que Vérone Mankou et le groupe L'Archer cherchent à matérialiser, structurer durablement l'écosystème entrepreneurial congolais en combinant accompagnement stratégique, injection capitalistique et activation de réseaux de haut niveau. Un modèle qui, s'il tient ses promesses, pourrait bien inspirer d'autres places économiques du bassin du Congo et au-delà.

Bantulab ne se contente pas de financer, il incube l'avenir d'une économie résiliente, audacieuse et souveraine.

En dépit de sa jeunesse, cet incubateur porte en lui les germes d'une transformation profonde du secteur privé congolais, celle où l'ambition locale n'a plus à rougir face aux standards mondiaux. Le lancement de Smartmbongo n'est que le premier acte d'une histoire qui s'annonce longue et ambitieuse.

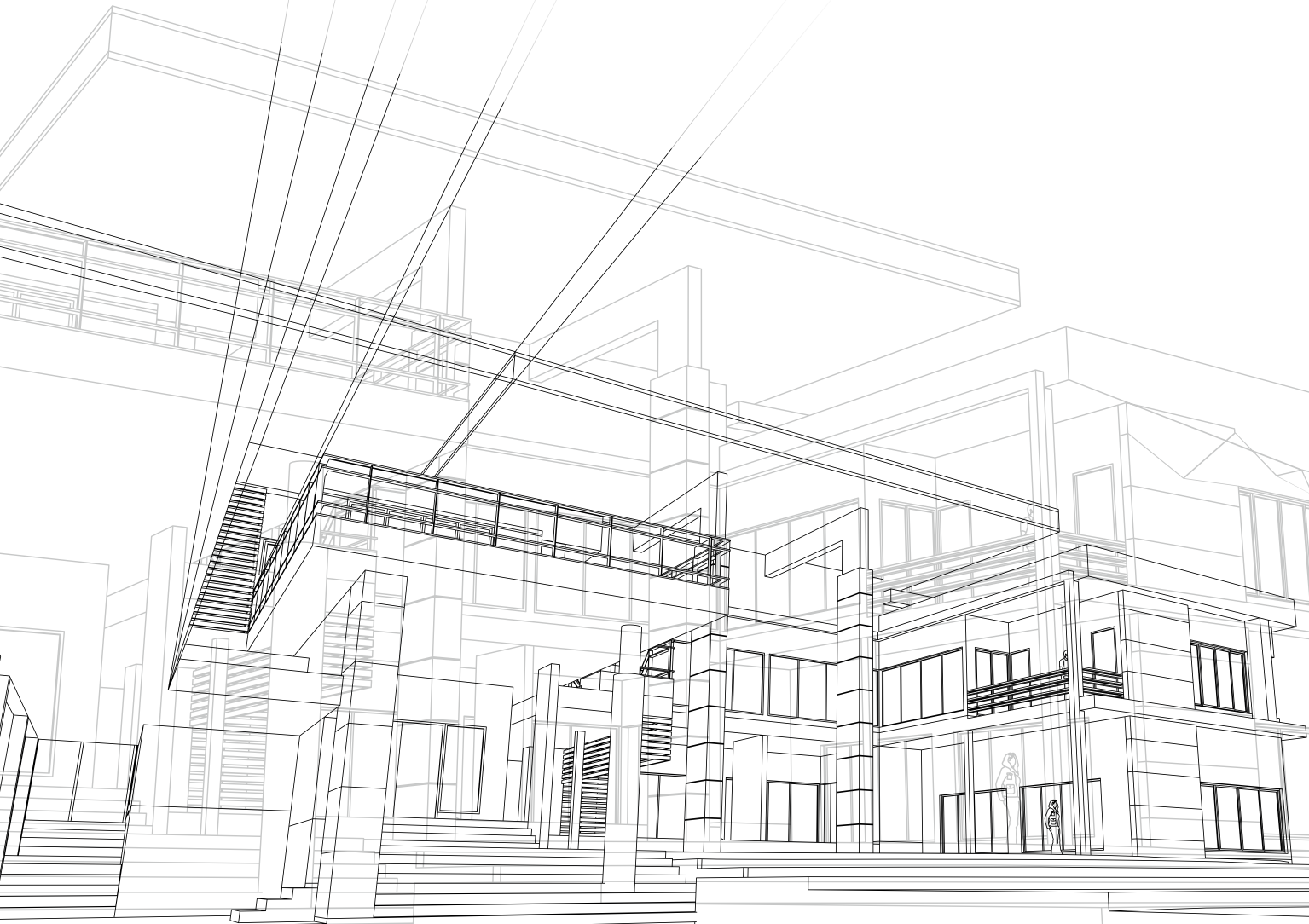


Un visuel officiel de l'incubateur de la Fondation BantuHub qui affiche l'ambition du Bantulab.





Bâtiment | Travaux publics | Expertise construction
Mise à disposition du personnel | Équipement



Chez Durand, nous construisons vos rêves.

Ils nous font confiance



+242 06 673 74 14 / +242 06 668 10 18

AGRICULTURE CONGOLAISE DUPLIQUER LE MODÈLE SARIS CONGO POUR SORTIR DU ROMANTISME RURAL

Le président de l'Union patronale et professionnelle du Congo, Michel Djombo, plaide pour une rupture radicale avec les approches agricoles passées. Face à l'échec d'une stratégie centrée sur l'action publique, il préconise de confier le développement du secteur agricole aux opérateurs privés, en prenant pour modèle la filière canne à sucre de la Saris à Nkayi. Un changement de paradigme fondé sur les atouts considérables d'un pays qui dispose de plus de 10 millions d'hectares de terres arables, dont à peine 2 % sont exploités.

PAR : RUTH KOULOUNGOU & MONICA NGOMA





La Société agricole de raffinage du sucre du Congo, la Saris, exploite 10 000 hectares de canne à sucre dans le département de la Bouenza, transforme sa production en sucre et affiche des résultats probants. Au-delà de sa propre activité, elle génère un effet d'entraînement notable : dans les bassins de production où elle opère, des petits producteurs se greffent naturellement à sa dynamique. La Saris accompagne ainsi les producteurs de maïs de tout le département de la Bouenza, illustrant la capacité d'un pôle industriel privé à structurer une filière agricole locale.

C'est précisément ce modèle que Michel Djombo appelle à dupliquer à l'échelle nationale, en tenant compte des spécificités agricoles de chaque département. Il plaide pour la création, avec l'appui de financements adéquats, d'un Saris du maïs, d'un Saris du soja et d'un Saris de l'huile de palme, capables de reproduire, filière par filière, la même logique d'intégration verticale alliant production, transformation et distribution.



Un champs de la société agricole de raffinage du sucre du Congo - Saris.

L'échec d'une agriculture d'État

Ce plaidoyer en faveur du secteur privé s'appuie sur un constat sans appel : les stratégies agricoles successives, portées par les trois derniers ministres en charge du secteur, ont toutes placé l'État au cœur du dispositif, au détriment de l'implication des acteurs privés. L'État planifiait, l'État orientait, l'État investissait, jusqu'à créer les Zones agricoles protégées. Or, cette approche n'a pas permis au secteur de décoller.

Le président de l'UNICONGO pointe également les lacunes structurelles qui fragilisent les initiatives publiques : des semences de qualité non garantie, une recherche agronomique à l'arrêt, des agronomes sans expérience terrain déployés sur le terrain, des tracteurs sans mécaniciens qualifiés pour les entretenir. Autant de défaillances qui condamnent les efforts à la dispersion et à l'inefficacité.

Il cite en particulier le cas de l'Institut de recherche agronomique, qui avait jadis atteint un niveau

Tous les ingrédients d'une révolution agricole sont réunis. Il ne manque plus que la volonté de confier à des opérateurs privés capables...

Signature de partenariat entre UNICONGO et le PNUD.



de pointe dans la recherche sur les semences améliorées, contribuant notamment à rendre le manioc résistant à la mosaïque. Tant que l'État ne remet pas en état les institutions de soutien à l'activité agricole, toute initiative de grande envergure sera, selon lui, construite sur du sable.

Redéfinir le rôle de l'État

La critique portée par Michel Djombo ne signifie pas l'effacement de l'État, mais la redéfinition de son rôle. Plutôt qu'opérateur, l'État doit devenir facilitateur : créer le cadre réglementaire, accompagner les acteurs, faciliter l'accès aux financements à maturité longue propres au secteur agricole, remettre en place la formation professionnelle et qualifiante pour les métiers du secteur, et relancer la recherche agronomique.

Il s'agit également de rompre avec ce que le président de l'UNICONGO appelle le romantisme rural, cette vision du développement agricole à travers l'image du paysan doté d'une brouette, d'une houe et d'un sac d'engrais. Cette dispersion

de moyens vers des unités de production atomisées ne peut produire les résultats d'échelle que requiert la modernisation du secteur. Il faut se concentrer sur des pôles agricoles, capables d'attirer des investissements structurants et de générer des effets d'entraînement sur les filières connexes.

Des atouts naturels encore inexploités

Le paradoxe congolais est là, saisissant. Le pays dispose de plus de 10 millions d'hectares de terres arables fertiles, d'un réseau hydrographique dense et d'un climat équatorial permettant des cultures toute l'année. À peine 2 % de ce potentiel sont aujourd'hui exploités. À ces ressources s'ajoutent une forte demande urbaine en produits alimentaires, un potentiel significatif en élevage et en pêche, ainsi qu'un besoin pressant de diversification économique au-delà des hydrocarbures.

Tous les ingrédients d'une révolution agricole sont réunis. Il ne manque plus que la volonté de confier à des opérateurs privés capables et financièrement outillés la mission de transformer ces ressources dormantes en moteur de croissance, de souveraineté alimentaire et de création d'emplois pour la jeunesse congolaise.



Droit dans ses bottes, le président de l'UNICONGO voit l'avenir en bleu.







MICHEL DJOMBO : « NOUS VOULONS ÊTRE ASSOCIÉS AUX RÉFORMES, PAS SEULEMENT INFORMÉS »

À la tête de l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (UNICONGO) depuis quatre ans, Michel Djombo dresse un bilan contrasté mais résolument tourné vers l'avenir. Dans un contexte de morosité économique persistante, il défend la vision d'un secteur privé non pas réactif et plaintif, mais co-constructeur des politiques économiques. Entre plaidoyers sur la forêt, la CAMU ou les télécoms, organisation de la Rencontre des entrepreneurs francophones et rapprochement inédit avec le patronat congolais de la RDC, le président d'UNICONGO décrit une organisation en pleine reconquête de son influence.

PAR : MARNA MANKENE | PHOTOS : UNICONGO

VOXMAG : Quel est l'état des lieux d'UNICONGO aujourd'hui ?

Michel Djombo : UNICONGO suit les mêmes cycles que l'économie. Lorsque l'économie se contracte, on le ressent immédiatement : davantage de problématiques remontées par les adhérents, quelques cessations d'activités qui font baisser le nombre de membres, et un dialogue public-privé mis à rude épreuve.

Depuis 2014, nous avons connu une contraction notable, avec une distanciation progressive vis-à-vis des pouvoirs publics.

Avec mon mandat est arrivée la volonté de redynamiser l'organisation et de renouer un dialogue constructif avec le gouvernement.

Il nous fallait revenir auprès de nos partenaires publics pour exprimer notre volonté d'être un partenaire constructif de

la relance économique, et non une force de contestation permanente.

VM : Qu'avez-vous concrètement fait pour accompagner vos membres dans ce contexte difficile ?

MD : Nous avons une économie faiblement diversifiée, tributaire des chocs exogènes liés à la dépendance aux hydrocarbures et au peu de développement du tissu industriel local. À cela s'ajoutent des défis internes : l'indisponibilité de l'énergie, qui pèse lourd sur les coûts de production, et une fiscalité parfois exercée de façon trop brutale dans certains secteurs.

Face à cela, nous avons mené des plaidoyers ciblés. Nous avons travaillé avec la Direction générale des impôts et des droits indirects pour rendre le cadre fiscal plus prévisible et réduire la pression excessive sur les entreprises. Dans le secteur forestier, nous nous sommes mobilisés



Il nous fallait revenir auprès de nos partenaires publics pour exprimer notre volonté d'être un partenaire constructif de la relance économique...



Le secteur privé est le premier employeur du pays : sur les quelque 400 000 cotisants à la CNSS, environ 350 000 relèvent d'entreprises membres d'UNICONGO.

de façon très régulière contre la mise en œuvre précipitée du mécanisme de partage de production. Deux ans plus tard, cette réforme n'est toujours pas appliquée ; une étude de faisabilité est en cours. Notre intervention a clairement pesé dans la balance.

Notre rôle n'est pas de bloquer les réformes. C'est d'insister sur la nécessaire analyse de leur impact socio-économique avant leur adoption. Des fois, en cherchant à maximiser des recettes dans un secteur, on appauvrit d'autres postes, ce qui se traduit par une baisse de l'emploi, perte de cotisations sociales, recul des impôts sur les salaires. C'est ce raisonnement global qu'on essaie de remettre systématiquement au centre de la réflexion.

VM : Sur la Caisse d'assurance maladie universelle (CAMU), quelle est la position du patronat ?

MD : La CAMU aurait dû cibler en priorité les personnes vulnérables : ceux qui ne peuvent pas financer leurs soins, les retraités, les travailleurs de l'informel, les étudiants. En voulant la rendre universelle, on a étendu son périmètre à des catégories déjà couvertes ou solvables, ce qui constitue selon nous une erreur de ciblage.

Mais le problème de fond est structurel ; si l'État ne cotise pas pour les personnes dont il a la charge, la viabilité financière de la caisse est totalement remise en cause. Or c'est précisément ce qu'on observe. La CAMU peine à démarrer parce que les pouvoirs publics n'ont pas encore finalisé l'enrôlement de leur propre périmètre.

Nous n'avons pas été associés à la conception du modèle, pas plus que les formations sanitaires ou les assurances santé privées. Nous plaçons pour être autour de la table dès la réflexion, pas seulement convoqués le jour de l'annonce. Lorsqu'on n'est pas impliqué en amont, on réagit et on passe pour une force réactionnaire. Ce n'est pas ce que nous sommes.

VM : Reconnaissez-vous toutefois une évolution dans la posture des pouvoirs publics à votre égard ?

MD : Très clairement, oui. Nous avons été associés à la révision de la Charte nationale des investissements, dont nous avons d'ailleurs porté le plaidoyer pour la refonte. Sur la loi des finances, c'est la première fois depuis plusieurs années que des doléances concrètes du secteur privé ont été réellement entendues.

Un exemple concret : la suppression du contrôle aux frontières du quitus CNSS. Pendant des années, un chef d'entreprise impliqué dans un contentieux fiscal avec la CNSS, même légitime, ne pouvait pas quitter le territoire. Nous avons le cas d'un investisseur sud-africain bloqué à l'aéroport lors d'une simple visite à sa filiale congolaise. Ce type de situation faisait fuir les investisseurs. Grâce à notre plaidoyer, cette mesure a été levée.

Autre avancée : dans les télécoms, la commission économique et finances de l'Assemblée nationale a accepté de geler l'augmentation de la fiscalité sur le secteur, jugeant qu'une évaluation sérieuse de l'impact s'imposait avant d'aller plus loin. Ce sont des

signaux encourageants. Cela dit, j'attends de voir si cette dynamique s'institutionnalise au-delà des personnes. Ce ne doit pas être une question d'interlocuteurs ouverts ou fermés, c'est une pratique qui doit s'ancrer dans le fonctionnement normal de l'État.

VM : Le secteur privé peut-il jouer un rôle moteur dans la diversification de l'économie congolaise ?

MD : Le secteur privé est le premier employeur du pays : sur les quelque 400 000 cotisants à la CNSS, environ 350 000 relèvent d'entreprises membres d'UNICONGO. Nous avons donc une voix prépondérante et une responsabilité réelle.

Nous encourageons activement la mutation vers la production locale. Des importateurs de farine sont devenus minotiers, important du blé pour le transformer localement. Des importateurs de savon ont créé des usines à Pointe-Noire. L'exemple peut-être le plus frappant est celui d'une usine de plasturgie dans le sud de Brazzaville qui produit 12 millions de chaussures en plastique par an. En montant en volume, cet acteur est devenu plus compétitif que les petites usines de RDC, a quasiment éliminé les importations de plastique à Brazzaville et exporte désormais 40 % de sa production vers Kinshasa. C'est l'exemple type de ce que peut accomplir le secteur privé lorsqu'il se transforme.

Là où nous sommes moins à l'aise, c'est sur la stabilité du cadre réglementaire. Lorsqu'un investisseur lève des financements avec un business model et un retour





”...52% DE NOS MEMBRES ONT UN CHIFFRE D’AFFAIRES INFÉRIEUR À 2 MILLIARDS DE FCFA...

sur investissement planifié, il ne peut pas se voir imposer en cours de projet des conditions qui remettent en cause sa rentabilité. Le futur code minier, qui introduit le partage de production dans un secteur où ce mécanisme n’était pas prévu initialement, en est l’illustration. Les pouvoirs publics ont le droit de faire évoluer le cadre, c’est leur droit régalien. Mais chaque réforme devrait s’accompagner d’une réflexion sérieuse sur ses effets pour l’activité existante.

VM : Comment trouver le juste équilibre entre pouvoirs publics et secteur privé ?

MD : Il faut continuer à porter ce plaidoyer avec constance : le secteur privé doit être impliqué en amont, pas convoqué en bout de course. Il faut aussi déconstruire certaines perceptions. UNICONGO a longtemps subi un mauvais procès : celui de représenter davantage les grandes firmes internationales que les entreprises locales. Ce procès était illégitime, mais il nous a obligés à travailler sérieusement notre représentativité.

Aujourd’hui, plus de 52% de nos membres ont un chiffre d’affaires inférieur à 2 milliards de FCFA, ce sont des TPE/PME.



Michel Djombo,
président de UNICONGO
voit les choses en
grand pour le patronat
congolais.

Et nous continuerons à élargir cette base, parce que pour être crédible face aux pouvoirs publics, il faut représenter toute la diversité du tissu économique congolais formel. À cela s'ajoute le fait qu'un fils du pays est aujourd'hui à la tête du patronat, ce qui change la perception et facilite le dialogue. Nous travaillons pour le bien commun, qu'on soit du côté des pouvoirs publics ou du secteur privé. Heureusement, nous avons de plus en plus d'interlocuteurs dans l'exécutif qui partagent cette vision.

VM : En juin 2025, vous avez organisé la 5e Rencontre des entrepreneurs francophones (REF) à Brazzaville. Quels en sont les acquis ?

MD : La REF a été le plus grand rassemblement d'hommes d'affaires jamais organisé au Congo, ayant connu la participation d'une vingtaine de présidents de patronat dont plusieurs patrons de grandes banques internationales et grands industriels. La venue du président du MEDEF est une première dans l'histoire économique du pays. Quand le patron du MEDEF se déplace, son organisation se met à s'intéresser à la destination,

et des missions économiques suivent. Une mission MEDEF est d'ailleurs prévue début 2027 pour identifier des secteurs d'investissement au Congo.

Les effets concrets ne s'arrêtent pas là. Le patron du patronat camerounais, rencontré dans le cadre de l'Alliance des patronats francophones, a racheté la Société des Grands Moulins du Phare à Pointe-Noire anciennement détenue par le groupe Castel, construisant ainsi un pont direct entre les deux économies. C'est exactement ce type de rapprochements que ces rencontres permettent.

Nous avons également engagé un rapprochement historique avec la FEC, la Fédération des entreprises du Congo en RDC. Il n'y avait jamais eu, dans l'histoire récente, de rencontre formelle entre les deux patronats, alors que Brazzaville et Kinshasa sont les deux capitales les plus proches du monde. En décembre, une forte délégation de la FEC est venue à Brazzaville. En mai, nous prévoyons d'envoyer une délégation à Kinshasa avec des acteurs du BTP, du tourisme et d'autres secteurs pour nouer des partenariats hyper concrets; des entreprises de RDC

”

...UNICONGO est de nouveau sur la carte, identifiée comme un partenaire de premier plan, régulièrement sollicitée.

”

Le terme «constructif» est celui qui revient le plus souvent pour qualifier notre posture.

←

Le bureau de UNICONGO lors d'une audition à l'Assemblée Nationale.

cherchant un partenaire local pour des marchés au Congo, des sociétés congolaises souhaitant s'établir à Kinshasa, des tours-opérateurs qui pourraient développer des séjours entre les deux rives.

Brazzaville n'est pas la plus grande économie de la CEMAC, c'est le Cameroun. Mais nous avons su convaincre l'Alliance de nous confier cette édition, face notamment au Cambodge qui était candidat. UNICONGO est membre fondateur de l'Alliance des patronats francophones, créée en 2021.

VM : Quel bilan tirez-vous de vos quatre ans à la tête d'UNICONGO ?

MD : Le mot au cœur de mon action, c'est le dialogue. J'ai trouvé une union démobilisée, qui ne se sentait plus écoutée, et en face des pouvoirs publics qui doutaient de la volonté constructive du patronat. Fort d'un parcours qui m'a permis de comprendre les attentes des deux côtés, j'ai travaillé à reconnecter ces deux mondes. Je crois y être parvenu.

Aujourd'hui, UNICONGO est de nouveau sur la carte, identifiée comme un partenaire de premier plan, régulièrement sollicitée. En interne, j'ai également rajeuni les équipes et insufflé une nouvelle dynamique. Notre newsletter est devenue un véritable outil de plaidoyer, d'information et de mobilisation des adhérents, une preuve tangible qu'il y a du contenu derrière les mots. Le terme « *constructif* » est celui qui revient le plus souvent pour qualifier notre posture. C'était la promesse faite à mes adhérents en prenant la présidence. Je crois l'avoir tenue.



VOX.cg

L'information continue
sur notre site **web**



www.vox.cg

Les rencontres du BantuHub

Les rencontres du BantuHub sont des sessions d'échanges constructifs qui visent à valoriser et à partager les expériences, les projets et les pratiques, et, à susciter des réflexions sur les grandes problématiques de l'économie numérique.

Fondation
BantuHub

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO



Fondation BantuHub

La fondation BantuHub est une organisation œuvrant pour la promotion des TIC et de l'entrepreneuriat juvénile en République du Congo.

Sa mission s'articule autour de trois axes :

la sensibilisation

la formation aux métiers
des TIC

et l'accompagnement
de projets innovants.

www.bantuhub.com / +242 06 529 60 60

PR FRANCINE NTOUMI : « LA SCIENCE AU SERVICE DU CONGO, MALGRÉ TOUT ET POUR TOUJOURS »

Biologiste moléculaire de renommée internationale, fondatrice de la Fondation Congolaise pour la Recherche Médicale, récipiendaire de la Croix du mérite allemand, la plus haute distinction civile outre-Rhin, la Professeure Francine Ntoumi est de celles qui ont choisi de rentrer quand tout les invitait à rester ailleurs. Rencontre avec une femme de science, de conviction et de ténacité, dont le combat pour l'excellence au Congo force l'admiration.

PAR : SASHA KITADI | PHOTOS MARBEL MBOUNGOU

Tout commence dans une école publique de Brazzaville. C'est de là que part Francine Ntoumi, avant de traverser les mers pour parfaire ses études à Paris 6, jusqu'au doctorat, puis au post-doctorat à l'Institut Pasteur, l'un des centres d'excellence scientifique les plus réputés au monde. S'ensuivent des années de formation et de recherche au Gabon, en Tanzanie, en Allemagne, aux Pays-Bas, autant d'étapes où elle affûte son expertise en maladies infectieuses et apprend l'art de décrocher des financements scientifiques, une compétence aussi cruciale, dit-elle, que la maîtrise du microscope lui-même.

Mais c'est au Congo qu'elle choisit de poser ses bagages, portée par un constat lucide : l'Afrique centrale est dramatiquement sous-représentée dans les publications et les subventions scientifiques mondiales. Pour remédier à cela, elle crée la Fondation Congolaise pour la Recherche Médicale, dote l'Université Marien-Ngouabi

d'un laboratoire de biologie moléculaire qui n'existait pas encore, forme des générations d'étudiants, et publie ses résultats dans les revues les plus exigeantes de la planète.

La preuve qu'elle voulait apporter qu'une recherche de qualité est possible depuis Brazzaville, elle la porte dans les colonnes de Science et du Lancet, signées depuis le Congo. « J'ai eu mon premier article dans Science au Congo, pas en Allemagne », dit-elle avec une fierté sobre et une conviction absolue.

Au cœur de son engagement se trouve une conviction pédagogique profonde: la déconstruction des stéréotypes commence très jeune, dès la petite fille qui se construit en imaginant ce qu'elle pourrait devenir un jour. Francine Ntoumi ne croit pas aux modèles lointains et inaccessibles. Citer Marie Curie à une petite fille d'un village congolais, c'est bien ; mais lui proposer une femme qui lui ressemble, qui a grandi dans son environnement et s'en est émancipée par le travail, c'est

“
La petite fille va se construire en imaginant être un jour Madame X ; et son objectif doit être d'aller encore plus loin, d'être mieux que Madame X.

infiniment plus puissant. « *La petite fille peut se dire, c'est jouable, et alors elle va donner le maximum, non pas pour être comme cette Madame X, mais pour être mieux que Madame X.* » Un dépassement, pas une imitation. C'est tout l'esprit de sa démarche de sensibilisation dans les écoles, où elle va elle-même porter ce message d'ambition et de possibles.

« *La petite fille va se construire en imaginant être un jour Madame X ; et son objectif doit être d'aller encore plus loin, d'être mieux que Madame X.* »

Au-delà de la recherche, Francine Ntoumi pense à l'avenir avec la même rigueur qu'elle applique à la science. Elle vient de créer la bourse scolaire Francine Ntoumi, destinée à des élèves méritantes d'écoles publiques, celles-là mêmes où elle s'est formée. Et pour que cet engagement ne soit pas un simple effet d'annonce, un fonds a été constitué dont les dividendes financeront les bourses sur le long terme, au-delà même de sa propre vie. « C'est peut-être ça mon testament professionnel », dit-



”CONJUGUER L’AMBITION AU FÉMININ...”

elle simplement. Une phrase qui dit tout de la femme ; elle construit pour durer, non pour briller.

À ces jeunes filles qu'elle rencontre dans les écoles lors de ses actions de sensibilisation, Francine Ntoumi tient un discours qui tranche avec la modestie qu'on attend parfois des femmes : soyez ambitieuses. « *Conjuguer l'ambition au féminin, parce que malheureusement, on a tendance à le conjuguer au masculin.* » Elle plaide pour des rôles modèles qui ressemblent aux petites filles congolaises, des figures proches et identifiables, capables de déclencher non pas l'imitation, mais le dépassement. Elle-même s'avoue prête, à terme, à franchir le pas vers la scène politique, convaincue qu'il faut désormais peser sur les lois pour aller plus loin dans son combat pour la science et pour les femmes.

La Professeure Francine Ntoumi incarne ce que l'on pourrait appeler l'excellence enracinée: une femme formée aux standards mondiaux les plus élevés, qui a délibérément choisi de mettre ce bagage au service de son pays, contre vents et marées institutionnels. Son parcours est un démenti vivant à tous ceux qui pensent que l'Afrique centrale ne peut pas produire une science de rang mondial. Et son message, adressé à chaque jeune fille congolaise, résonne comme un appel : « *Vouloir être à la plus haute place mais par les compétences, rien d'autre.* »



**Francine Ntoumi,
une femme qui donne
tout pour la recherche
scientifique.**

ANNONCIA BADIABIO : « DIRIGER AVEC SENS CONSTRUIRE LA PROSPÉRITÉ »

Master à l'ESCP Business School, Senior Manager chez EY, Représentante Pays de la Société Financière Internationale (IFC), architecte du programme des Champions Locaux, Secrétaire Générale de l'AWLN Congo, Annoncia Badiabio cumule les responsabilités avec une ligne directrice d'une clarté redoutable consistant à transformer des environnements complexes en opportunités d'investissement et de progrès collectif. Rencontre avec l'une des figures montantes du développement économique au Congo.



PAR : SASHA KITADI

Annoncia Badiabio se définit à la croisée de trois axes : la stratégie, la transformation et l'impact. Formée en management puis en stratégie à l'ESCP Business School à Paris, Elle entame sa trajectoire professionnelle en Afrique subsaharienne chez EY, où elle gravit les échelons jusqu'au grade de Senior Manager. Elle y apporte un appui aux décideurs publics et aux dirigeants d'entreprises privées dans la conception et la mise en œuvre de réformes et de projets de transformation, notamment dans l'énergie, le numérique et au delà, tout en les accompagnant sur des enjeux de stratégie et de performance en Afrique centrale.

C'est là qu'elle conçoit notamment le modèle économique et institutionnel qui servira de base conceptuelle au Fonds d'Impulsion, de Garantie et d'Accompagnement (FIGA), devenu l'un des instruments clés d'appui aux PME congolaises.

Son arrivée à la Société Financière Internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, marque un tournant décisif. D'abord Représentante Pays, elle ouvre le bureau local de l'institution, structure le dialogue avec les parties prenantes congolaises et porte des opérations de premier plan, dont un financement de 14,5 milliards de francs CFA accordé à Bank of Africa Congo, premier investissement de l'IFC dans une banque congolaise depuis dix ans, visant à élargir l'accès au crédit des MPME et à soutenir la création d'environ 1 300 emplois sur cinq ans.

Aujourd'hui Responsable des Opérations, elle coordonne également l'Initiative des Champions Locaux, avec une dizaine de champions présélectionnés représentant une centaine de millions de dollars d'investissements

potentiels. Des chiffres qui traduisent une dynamique concrète de transformation économique.

Ce chemin, elle ne l'a pas parcouru sans obstacles. Dans des environnements où la technique, la finance et la négociation restent perçus comme des territoires masculins, une femme doit, dit-elle, « parfois prouver deux fois avant d'être écoutée une fois ».

L'accès aux cercles d'influence informels, l'équilibre entre exigence professionnelle et pression sociale, la complexité institutionnelle des partenariats public-privé, autant de défis qu'elle a su transformer en discipline de méthode. Sa réponse à ces obstacles a toujours été la même : construire sa légitimité par les résultats, la constance et la qualité des relations.

Une cohérence publiquement saluée en 2025 lors du Gala du magazine Générations, où elle a reçu une distinction spéciale pour son engagement en faveur de l'intégrité, de l'excellence et du service.

« Le financement suit la crédibilité : la crédibilité, elle, se construit par la clarté, la discipline et la preuve. »

Parallèlement à ses responsabilités à l'IFC, Annoncia Badiabio s'engage résolument pour le leadership féminin. En tant que Secrétaire Générale de l'AWLN Congo (le Réseau Africain des Femmes Leaders, initiative conjointe de l'Union Africaine et des Nations Unies), elle co-préside le pilier dédié à l'inclusion économique et financière des femmes.

Son credo : l'inclusion financière des femmes n'est pas une question de charité, c'est un levier de compétitivité nationale. Elle s'attaque aux

frictions réelles telles que l'accès à l'information, les produits financiers adaptés, les compétences et les cadres de dialogue, avec la même rigueur qu'elle applique à ses dossiers d'investissement.

Aux jeunes femmes qui s'inspireraient de son parcours, elle délivre quatre leviers concrets : bâtir sa crédibilité comme un actif car « le talent ne suffit pas, il faut des preuves » ; chercher non un poste mais une mission ; maîtriser à la fois le langage de la stratégie et celui des chiffres, car c'est ce qui ouvre les portes des salles de décision ; et choisir ses cercles avec soin, en s'entourant de mentors et de pairs qui tirent vers le haut. Un conseil d'architecte, de quelqu'un qui a construit chaque étape avec méthode plutôt que par hasard.

Alumna du programme YALI, initiative du Département d'État américain lancée sous la présidence de Barack Obama, et du programme de leadership pour managers à haut potentiel de l'EY African Leadership Center, Annoncia Badiabio incarne une nouvelle génération de femmes africaines qui n'attendent plus la permission pour occuper les pièces où se décident les choses. Sa signature « *Diriger avec sens. Construire la prospérité* » n'est pas un slogan. C'est une feuille de route, tracée ligne après ligne, investissement après investissement, au service du Congo et de ses femmes.

Parallèlement à ses responsabilités à l'IFC, Annoncia Badiabio s'engage résolument pour le leadership féminin.

Annoncia animant une masterclass, à la 5^{ème} édition du forum Le Congo Au Féminin, aux femmes entrepreneurs.



NANCY CHENARD : « L'AUDACE D'OSER, LA SAGESSE DE SE FORMER »

Master en économie obtenu entre la France, l'Espagne et la Suède, expériences à Total, passage par Malaga, retour au Congo, puis tête d'Unicongo, le parcours de Nancy Chenard ressemble à une carte du monde déployée sur une ambition sans frontières. Rencontre avec une femme de conviction qui a fait de chaque chute un tremplin et de chaque déracinement une force.

PAR : SASHA KITADI | PHOTOS MARBEL MBOUNGOU



Son histoire commence dans le mouvement. Études primaires et secondaires entre le Congo, le Bénin, le Sénégal et la France, puis un master en économie forgé entre Paris, l'Espagne et la Suède. Nancy Chenard a toujours évolué à la croisée des cultures. À la sortie de ses études, elle plonge dans l'aventure entrepreneuriale aux côtés de sa famille, créant trois sociétés entre 2007 et 2009. Mais le krach financier de 2010 a raison de l'édifice. Première chute. Première leçon. *« Au lieu de le vivre comme un échec, je capitalise sur tout ce que j'ai eu à apprendre pendant ces années pour pouvoir me réinventer. »*

C'est ce rebond qui la ramène au Congo, d'abord comme volontaire internationale pour Solar 21, puis comme collaboratrice de Total pendant trois ans, une école qu'elle qualifie de véritable développement personnel et professionnel. S'ensuit un poste dans une société de placement de personnel, puis un nouveau tournant : Malaga, la Costa del Sol, un mari, une fille, et une nouvelle entreprise créée dans le secteur de la prévention incendie. Six années espagnoles avant que le Covid et l'appel du pays n'orientent définitivement ses choix. En août 2022, elle s'installe à nouveau à Brazzaville, pour de bon cette fois.

En décembre 2022, elle intègre UNICONGO (l'Union patronale du Congo) en tant que Secrétaire générale. Un poste à haute responsabilité, à la tête d'une structure où 65 % des salariés sont des femmes, non par militantisme affiché, mais parce que les femmes se sont imposées au mérite lors des recrutements.

En 2023, elle rejoint un think tank aux côtés de grands économistes, puis en 2024, entre au conseil d'administration de

l'Organisation Internationale du Travail et de celui d'une société minière. La femme aux multiples passeports est devenue une voix incontournable du secteur privé congolais.

« Le plus important, ce n'est pas le paraître ou ce qu'on a, le plus important, c'est ce qu'on est. »

Sur la place des femmes dans l'économie congolaise, Nancy Chenard se refuse à tout manichéisme. Elle reconnaît des avancées réelles, notamment une parité salariale plus respectée au Congo que dans certains pays occidentaux, tout en pointant du doigt le plafond de verre qui persiste aux postes de direction générale.

Elle n'élude pas non plus les biais inconscients, allant jusqu'à livrer, avec une franchise désarmante, l'anecdote d'un café demandé machinalement à une femme alors que d'autres profils étaient disponibles. *« Ça montre bien que le fait d'avoir très souvent vécu cette répartition de tâches-là, on reste encore enfermé dans cette réalité. »* Une autocritique rare et précieuse.

À celles qui aspirent à tracer leur propre voie, Nancy adresse un message en deux temps. D'abord, se former sans relâche, nourrir sa curiosité intellectuelle à chaque occasion, profiter des ressources numériques aujourd'hui accessibles à toutes.

Ensuite, passer à l'action. *« On peut avoir le plus beau des rêves tant qu'il reste dans notre tête et qu'on ne passe pas à l'action, ça reste un rêve. »* Elle invoque Nelson Mandela pour conclure: *« on ne perd jamais ; soit on apprend, soit on réussit. »*

Nancy Chenard incarne une génération de femmes africaines formées au monde, revenues au pays avec une conviction chevillée au corps :

“
On peut avoir le plus beau des rêves tant qu'il reste dans notre tête et qu'on ne passe pas à l'action, ça reste un rêve.

leur place est ici, et leur impact peut y être immense. Construite sur des continents, des langues et des échecs transformés en leçons, sa trajectoire dit une chose simple et puissante : La curiosité, la formation et le courage d'agir restent les armes les plus redoutables qu'une femme puisse se donner.



CINDY GAMASSA : « QUAND RÊVER GRAND DEVIENT UN ACTE DE RÉSISTANCE »

PAR : SASHA KITADI



Directrice générale, entrepreneuse, auteure, conférencière, membre d'un conseil de gouvernance mondiale d'Internet, etc... À peine la trentaine passée, Cindy Gamassa cumule les casquettes avec une élégance déconcertante. Rencontre avec une femme qui a transformé sa passion pour la communication en véritable vocation, au service du Congo et de ses femmes.



Tout commence par un choix d'études que l'on pourrait qualifier d'atypique pour qui se destine aujourd'hui au monde du numérique : les relations internationales. Mais pour Cindy, la trajectoire est limpide. « *Au cœur des deux matières, que ce soit la communication comme métier ou les relations internationales donc la diplomatie, il y a la communication.* » C'est ce pont, solidement ancré dans ses convictions, qui lui permet de traverser les disciplines et de construire, pierre après pierre, une carrière hors du commun.

Revenue s'installer au Congo il y a cinq ans, elle crée d'abord la plateforme média "À nous l'avenir", vitrine des jeunes talents congolais. Puis vient Numerica, une startup née dans le sillage du Covid-19, conçue pour accélérer l'inclusion numérique au Congo, et plus particulièrement celle des femmes. Nommée chargée de mission inclusion et genre au ministère de l'Économie numérique, Cindy inscrit son combat dans les structures mêmes de l'État, contribuant à faire de l'inclusion féminine non plus une option, mais un impératif transversal dans les projets de société.

Elle rejoint ensuite le Conseil gouvernemental pour l'ICANN,

représentant le Congo à la table des décisions de la gouvernance mondiale d'Internet.

Aujourd'hui à la tête de Biso Agency, agence de branding spécialisée dans le storytelling africain et la communication digitale 360°, elle co-signe également un livre blanc intitulé Les leviers de développement du Congo, préfacé par le ministre Denis Christel Sassou Nguesso. Dans son chapitre consacré à l'inclusion digitale, elle défend une thèse simple mais puissante : investir dans les femmes, c'est investir dans le pays tout entier. Elle étaye cette conviction de chiffres et de propositions concrètes, en quick-win, pour permettre aux femmes congolaises d'accéder à des leviers économiques et décisionnels.

« Quand on éduque une femme, on a éduqué le reste du monde. »

Sur la question de l'intelligence artificielle et de la place des femmes dans les métiers du numérique de demain, Cindy est catégorique : il est urgent d'agir maintenant. Elle pointe un manque criant de données produites par des femmes pour alimenter les algorithmes, et plaide pour une présence accrue de data

“
...il faut être une femme qui a de la discipline et qui a surtout de l'estime de soi.

scientists, développeuses et expertes en IA afin de corriger ce déséquilibre structurel. Pour elle, la parité dans la tech n'est pas une revendication symbolique ; il s'agit là d'une nécessité de qualité et de performance.

À celles qui hésitent encore à se lancer, Cindy adresse un message sans détour. Elle qui a commencé comme community manager, échangeant ses services contre un bijou ou un repas pour engranger de l'expérience, rappelle que les grandes trajectoires naissent souvent de petits pas assumés avec discipline et estime de soi. Son conseil, elle le distille comme une évidence : « *Il faut avoir la patience de faire du chemin, il faut y croire, et malgré un chemin semé d'embûches et d'obstacles, il faut être une femme qui a de la discipline et qui a surtout de l'estime de soi.* »

Cindy Gamassa incarne cette génération de femmes africaines qui refusent de choisir entre ambition professionnelle, engagement social et féminité. Elle est la preuve vivante qu'il est possible, depuis Brazzaville, de tracer un sillon profond et durable dans le paysage mondial du numérique. Et si son histoire est déjà un modèle, elle n'en est sans doute qu'au début.



Salon de l'Innovation, de la Technologie
et de l'Entrepreneuriat au Congo

UN SALON D'ENVERGURE

Le SITEC (Salon de l'Innovation, de la Technologie et de l'Entrepreneuriat au Congo) est un événement majeur avec pour ambition de promouvoir l'innovation, la technologie et l'entrepreneuriat en République du Congo.

POINTE-NOIRE
NOVEMBRE 2026



INNOVATION

Le SITEC met en avant les dernières avancées technologiques et les solutions innovantes développées au Congo et dans le monde, en mettant un accent sur leur impact positif.



ENTREPRENEURIAT

Le salon vise à encourager et soutenir les entrepreneurs basés au Congo, en particulier les jeunes et femmes, en leur offrant des opportunités de formation et de financement.



FORMATION

Le SITEC propose des ateliers, des formations, animés par des experts et des leaders du secteur, afin de renforcer les capacités des participants et acteurs de l'écosystème.



NETWORKING

Le salon offre des espaces de networking permettant aux participants de nouer des contacts, d'échanger des idées et de développer des partenariats stratégiques.



+242 06 529 6060 www.sitec.cg



« LES LEVIERS DE DÉVELOPPEMENT DU CONGO » QUAND LA JEUNESSE PREND LA PLUME POUR BÂTIR L'AVENIR

Présenté à Brazzaville le 21 février 2026 et préfacé par le ministre Denis Christel Sassou Nguesso, le Livre Blanc « Les leviers de développement du Congo » s'impose comme une initiative structurante portée par la société civile. Fruit d'un travail collectif de 19 experts et jeunes cadres multidisciplinaires, l'ouvrage analyse 20 secteurs prioritaires et formule des recommandations concrètes pour transformer le pays. En plaçant la jeunesse et l'expertise citoyenne au cœur de sa démarche, il ambitionne de faire du Congo un modèle de développement durable, inclusif et innovant.

PAR : PAR MARNA MANKENE

Un livre blanc pour parler des perspectives de développement pour le Congo.



Face aux défis économiques, sociaux et institutionnels que connaît la République du Congo, la société civile a choisi de prendre l'initiative. Le Livre Blanc « *Les leviers de développement du Congo* » n'est pas un exercice académique de plus : c'est un outil opérationnel, construit à partir d'un diagnostic précis des réalités du pays, de l'identification de ses freins structurels et institutionnels, et d'une projection stratégique à moyen et long terme.

L'ouvrage couvre 20 secteurs prioritaires, de l'éducation à l'agriculture, en passant par l'énergie, l'économie digitale, la gouvernance et la culture. Sa méthodologie repose sur le croisement de l'expertise citoyenne, de l'expérience de terrain et des meilleures pratiques internationales, offrant ainsi aux décideurs, à la société civile et aux partenaires du développement un cadre de référence commun pour éclairer la prise de décision et stimuler un dialogue constructif.

Le coordonnateur de l'ouvrage, l'économiste Marien Fauney Ngombé, souligne par ailleurs que dans un monde globalisé, les États n'exercent plus leur influence par la seule puissance militaire ou économique. La capacité à séduire, attirer et convaincre par ses valeurs, sa culture et son image, capacité que le politologue Joseph Nye a théorisé en 1990 sous le concept de soft power, constitue désormais un levier stratégique incontournable. Appliqué au Congo, cette approche ne relève pas de la communication, elle s'inscrit dans une politique publique de rayonnement au

...les États n'exercent plus leur influence par la seule puissance militaire ou économique.



Une vue du panel des auteurs lors de la présentation du livre blanc à Brazzaville.



Vue des invités à la présentation du livre blanc. Parmi eux, le ministre de la coopération internationale et du partenariat public-privé qui a préfacé l'oeuvre.



Cette démarche collective traduit une conviction forte, le développement du Congo...

service d'objectifs concrets, qu'il s'agisse d'attractivité touristique, d'investissement, de diplomatie ou de cohésion nationale.

Un collectif de talents au service du pays

L'initiative s'inscrit dans le programme des Cadets de la République, qui a identifié et mobilisé 200 jeunes Congolais issus de la société civile, du secteur privé, de l'administration et de la diaspora. Parmi eux, 19 co-

auteurs aux parcours diversifiés ont contribué à la rédaction de l'ouvrage, alliant connaissance fine du terrain congolais et expériences internationales reconnues.

Figurent parmi ces contributeurs Ronnie Nsaffou Batchy, Espérance Chancelle Biyouidi Nkengue-Bimangou, Innocent Dimi, Joas Fridrich Elenga Élonguéli, Exaucé Gambili, Cindy Gamassa, Lydène Kombo-Packou, Marcel Loembe, Grace Loubassou, Yannick Maniongui, Yannick Mouamba,

Au-delà de sa dimension analytique, le Livre Blanc se veut un catalyseur de dialogue et d'action. En réunissant experts, institutions, diaspora et jeunes cadres autour d'une vision commune...

Martial Kevin Ngoka Mondet, Marien Fauney Ngombé, Cyrielle Nguie, Maryse Nkouo, Judicaëlle Okemba, Viviane Okouma Mbella, Steve Ondziel et Adriana Talansi. La diversité de leurs expertises sectorielles garantit la profondeur des analyses et la pertinence des recommandations formulées.

Cette démarche collective traduit une conviction forte, le développement du Congo ne peut se construire sans la jeunesse, ni contre elle. Elle doit en être l'actrice à part entière, force de propositions et non simple spectatrice.

Une jeunesse appelée à jouer sa partition

C'est précisément ce message qu'a porté le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel

Sassou Nguesso, en préfaçant l'ouvrage. Appartenant lui-même à la génération des signataires, il a salué une initiative qui fait écho à l'appel qu'il avait lancé le 15 novembre 2015, à l'occasion de la première édition de la soirée des Cadets de la République. Il invitait alors la jeunesse congolaise à s'engager résolument aux côtés de la vision présidentielle, non plus en observatrice passive, mais en force de propositions au service de l'édifice national.

Devant les contributeurs réunis à Brazzaville, il a affirmé que les profils rassemblés constituent la pierre angulaire sur laquelle le Congo doit s'appuyer pour tracer les voies du développement. Il a également salué leur refus de laisser d'autres écrire l'histoire du pays à leur place, voyant dans cette démarche l'expression d'un patriotisme agissant.

Un public attentif qui découvre les propositions des experts congolais sur les secteurs clés du développement du Congo.



Conscient des obstacles auxquels se heurte la jeunesse (manque d'accompagnement professionnel, inexpérience opposée comme argument d'exclusion, difficultés d'accès aux relais institutionnels) le ministre a exhorté les jeunes à ne pas baisser les bras. Pour illustrer son propos, il a paraphrasé l'écrivain Georges Bernanos : c'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le reste du monde à la température normale, et quand la jeunesse se refroidit, le reste du monde tremble.

Il s'est par ailleurs engagé à être le relais de leur voix auprès du pouvoir exécutif, afin que leurs idées soient mieux entendues et leurs propositions davantage intégrées aux politiques publiques.

Un catalyseur pour le Congo de demain

Au-delà de sa dimension analytique, le Livre Blanc se veut un catalyseur de dialogue et d'action. En réunissant experts, institutions, diaspora et jeunes cadres autour d'une vision commune, il crée les conditions d'un échange franc et constructif, susceptible de nourrir des politiques publiques efficaces et durables, alignées sur les objectifs de développement.

La gouvernance intergénérationnelle qu'il appelle de ses vœux repose sur une conviction simple : à tous les niveaux de décision, dans le secteur privé comme dans l'administration publique, la représentativité de la jeunesse doit devenir effective. Car le Congo de demain ne saurait se construire sans ceux qui en sont le présent et l'avenir.



Vue partielle des auteurs du livre blanc du think tank Elikia.



Marien Fauney Gombé, coordonnateur du think tank Elikia, intervenant lors du panel des auteurs.



Trois des 19 auteurs, répondant aux questions du public.



LE CONGO, PIONNIER AFRICAIN DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Gardien du deuxième poumon vert de la planète, la République du Congo s'est imposée comme un acteur incontournable de la diplomatie climatique mondiale. Protégeant 13,5 % de son territoire en aires protégées et présidant la Commission climat du bassin du Congo depuis 2018, le pays mène, sous l'impulsion de Denis Sassou-N'Guesso, une offensive environnementale sur tous les fronts : préservation des forêts et des tourbières, reforestation massive, cadre législatif renforcé et plaidoyer pour une solidarité financière internationale accrue face aux pertes et dommages climatiques.

PAR : PAR MARNA MANKENE

Depuis plus de quatre décennies, la République du Congo assume sa vocation de rempart climatique à l'échelle continentale et mondiale. Fort de millions d'hectares d'aires protégées, le pays a érigé la défense de l'environnement en axe central de sa politique étrangère, faisant de l'écologie un levier de soft power aussi légitime que stratégique.

À la COP30 de Belém, au Brésil, le président Denis Sassou-N'Guesso a une nouvelle fois porté haut la voix des nations les plus exposées au dérèglement climatique, dénonçant la quasi-impuissance mondiale face à l'accélération du réchauffement et réclamant un accompagnement financier substantiel des nations industrialisées. Atténuation, adaptation, prévention et compensation des pertes et dommages, tels sont les axes autour desquels le Congo structure ses exigences sur la



Le Président Denis
Sassou-N'Guesso au
plating d'arbres de la
CIAR en 2024

scène internationale, au nom d'une équité climatique que les pays du Sud appellent depuis des décennies de leurs vœux.

Cette posture diplomatique trouve sa légitimité dans une réalité écologique exceptionnelle. Le bassin du Congo constitue le premier capteur net de carbone après l'Amazonie, et le Congo en est l'un des principaux dépositaires. Depuis 2018, Brazzaville préside la Commission climat du bassin du Congo, coalition regroupant seize pays membres de la CEEAC, de la CAE et le Maroc, sous l'autorité personnelle de Denis Sassou-N'Guesso. Cette instance coordonne la protection d'un écosystème d'une valeur planétaire inestimable.

Forêts et tourbières, des priorités écologiques absolues

Au cœur de cet arsenal environnemental figurent les tourbières tropicales du bassin du Congo, étalées sur quelque 150 000 kilomètres carrés, dont un tiers se trouve sur le territoire congolais. Ces écosystèmes rares, longtemps méconnus, stockent plus de 30 milliards de tonnes de CO₂, soit l'équivalent d'une année entière d'émissions mondiales. Leur dégradation, si elle venait à se produire, pourrait provoquer une hausse des températures mondiales de trois degrés Celsius supplémentaires, avec des conséquences catastrophiques pour l'ensemble de la planète.

Préservées jusqu'ici de la pression agricole, minière et pétrolière grâce à leur relative inaccessibilité, ces zones incarnent une urgence planétaire que le Congo s'emploie à défendre avec constance. En 2024, Brazzaville a accueilli la première Conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement, réunissant six chefs d'État autour d'une initiative lancée par Sassou

N'Guesso lors de la COP27 de Charm el-Cheikh. Cet événement fondateur a marqué une étape décisive dans la structuration d'une réponse collective à la déforestation, consacrée ensuite par une résolution des Nations Unies instituant la Décennie de l'arrestation de la déforestation et du reboisement.

Des chantiers de reforestation à grande échelle

La préservation du couvert forestier ne se limite pas au discours diplomatique. Sur le terrain, le Congo engage des partenariats concrets pour restaurer et étendre ses ressources forestières, face à la pression démographique et industrielle croissante. Une convention conclue avec l'opérateur chinois Xian He prévoit la replantation de 1 000 hectares dans les départements du Niari et du Pool, assortie d'un programme d'afforestation de 20 200 hectares en Lékoumou. La société Sequoia Plantation s'engage pour sa part dans le reboisement de 36 000 hectares à Hinda, dans le Kouilou. La Société nationale des pétroles du Congo met à disposition 50 000 hectares dans les Plateaux à des fins d'afforestation. Des inventaires forestiers sont par ailleurs en cours pour préparer la valorisation de réserves à Bambou-Mingali dans le Pool, ainsi que des plantations de teck dans le Niari et la Bouenza.

À l'échelle nationale, une campagne de plantation de plus de deux millions d'arbres a été lancée, mobilisant en priorité la jeunesse congolaise dans le cadre de la Décennie onusienne issue de la Conférence de Brazzaville.

Un cadre législatif et institutionnel en pleine consolidation

L'engagement environnemental du Congo se traduit également



Le Président congolais est présent dans tous les grands rendez-vous sur les questions du climat et de l'environnement

En 2024, Brazzaville a accueilli la première Conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement, réunissant six chefs d'État autour d'une initiative lancée par Sassou N'Guesso lors de la COP27...

par un renforcement significatif de son architecture juridique et institutionnelle. En novembre 2023, une loi-cadre sur la gestion durable de l'environnement est venue compléter la loi d'orientation sur le développement durable adoptée en 2022. Ces deux textes fondateurs engagent l'ensemble des acteurs (État, collectivités territoriales, entreprises et citoyens) dans une démarche partagée de protection de l'environnement.

Sur le plan réglementaire, toute entreprise opérant sur le sol congolais est désormais tenue d'élaborer un plan de gestion environnementale et sociale, soumis à des contrôles réguliers et à des procédures de mise en demeure en cas de manquement. Le cadre encadrant l'extraction minière artisanale a également été renforcé par des protocoles d'accord spécifiques, accélérant le déploiement des plans de gestion pour les installations classées.

Enfin, une Agence nationale de l'environnement assure la veille territoriale, coordonne la lutte antipollution et développe une réflexion prospective sur le marché des crédits carbone, en cohérence avec les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris de 2015. Par cette combinaison de diplomatie active, d'engagements concrets sur le terrain et d'un cadre législatif en constante amélioration, la République du Congo affirme sa place de pionnier africain dans la bataille mondiale pour le climat.

ÉROSIONS À BRAZZAVILLE ET POINTE-NOIRE, UNE URGENCE ENVIRONNEMENTALE QUI DÉVORE LES VILLES

À Brazzaville et à Pointe-Noire, le phénomène des érosions a pris une ampleur alarmante. Conjuguant facteurs naturels et urbanisation anarchique, ces ravines qui s'étendent sur des kilomètres engloutissent maisons, infrastructures et espoirs, tandis que les budgets publics peinent à couvrir l'immensité des besoins. Face à ce défi existentiel, des solutions durables s'imposent avec une urgence que les pouvoirs publics ne peuvent plus différer.

PAR : PAR MARNA MANKENE

Les érosions qui ravagent les deux principales agglomérations du Congo ne sont pas le fruit du hasard. Elles résultent d'une conjonction de facteurs naturels et humains dont l'interaction aggrave de saison en saison l'étendue des dégâts.

La pluviométrie constitue le premier facteur déclencheur. Brazzaville enregistre une pluviométrie annuelle moyenne de 1 095 millimètres, fortement concentrée entre octobre et décembre. Durant cette période, les précipitations intenses génèrent un ruissellement rapide et puissant qui déstabilise les sols, ouvre des ravines et emporte tout sur son passage. La topographie vallonnée de la capitale amplifie ce phénomène en accélérant l'écoulement des eaux de pluie, augmentant ainsi mécaniquement le risque d'érosion sur l'ensemble du territoire urbain.

À ces données naturelles s'ajoute l'urbanisation non



À Brazzaville, les habitants de Mayanga assistent, impuissants, à la disparition de plusieurs maisons.



planifiée, véritable accélérateur du désastre. Brazzaville a vu sa population urbaine atteindre environ 65 % de la population totale en 2020, une croissance démographique rarement accompagnée d'infrastructures adéquates. Quartiers informels, absence de réseaux d'assainissement, imperméabilisation des sols sans dispositifs de drainage: autant de conditions qui transforment chaque saison des pluies en catastrophe annoncée. Pointe-Noire n'échappe pas à cette réalité.

La ville a grandi de façon subite, poussant des populations à s'installer sur des zones à risque initialement vouées à l'élevage et à l'agriculture. Le lotissement anarchique a détruit la couche végétale protectrice, libérant ainsi des têtes d'érosions qui n'ont cessé de progresser.

Une étude consacrée aux érosions, inondations et problèmes de drainage à Brazzaville, projetée à l'horizon 2030, a permis d'établir une cartographie des zones affectées selon trois catégories : les érosions actives, à progression rapide, ouvertes et profondes s'étendant sur plusieurs kilomètres ; les érosions dormantes, à progression lente, partiellement contenues par l'intervention des pouvoirs publics ou des riverains ; et les érosions stabilisées, maîtrisées grâce à la construction d'ouvrages d'assainissement ou à des initiatives communautaires.

Des ravages humains et matériels considérables

Les conséquences du phénomène sont dévastatrices à plus d'un titre. Sur le plan des infrastructures d'abord,

les dégâts sont considérables. Dans le quartier Don-Bosco, à Djiri, dans le 9^e arrondissement de Brazzaville, des glissements de terrain ont détruit des habitations, des lieux de culte, des cimetières et des axes routiers, rendant certaines zones totalement inaccessibles et perturbant durablement les déplacements quotidiens des résidents. Les quartiers de Ngamakosso, Massengo, Sadelmi, Nkombo, Mayanga, KM14, André-Jacques et Terre-Jaune à Mongo-Mpoukou, entre autres, témoignent chacun à leur manière de l'étendue des ravages.

Le coût des travaux de traitement illustre à lui seul la gravité de la situation. La seule érosion de Nkombo nécessite une enveloppe estimée à plus de 7 milliards de francs CFA, celle de Mfilou dépasse les 32 milliards, et le chantier du lycée scientifique de Massengo est évalué à plus de 29 milliards de francs CFA. Quelque 9 milliards 437 millions de francs CFA ont déjà été injectés pour le traitement du ravin de Ngamakosso, sans que le problème soit définitivement résolu.

Les déplacements de population constituent le deuxième impact majeur. Des familles entières sont contraintes d'abandonner leurs foyers, certains quartiers ayant été partiellement évacués. Si ces déplacements sont parfois temporaires, ils peuvent devenir permanents lorsque les dommages sont irréparables et les ressources pour reconstruire insuffisantes. Certains habitants, n'ayant nulle part où aller, choisissent de rester au bord du précipice, érigeant des digues de fortune pour retarder l'inévitable.

Le lotissement anarchique a détruit la couche végétale protectrice, libérant ainsi des têtes d'érosions qui n'ont cessé de progresser.

Des familles entières sont contraintes d'abandonner leurs foyers...

La réponse publique, bien que réelle, demeure très en deçà des besoins.

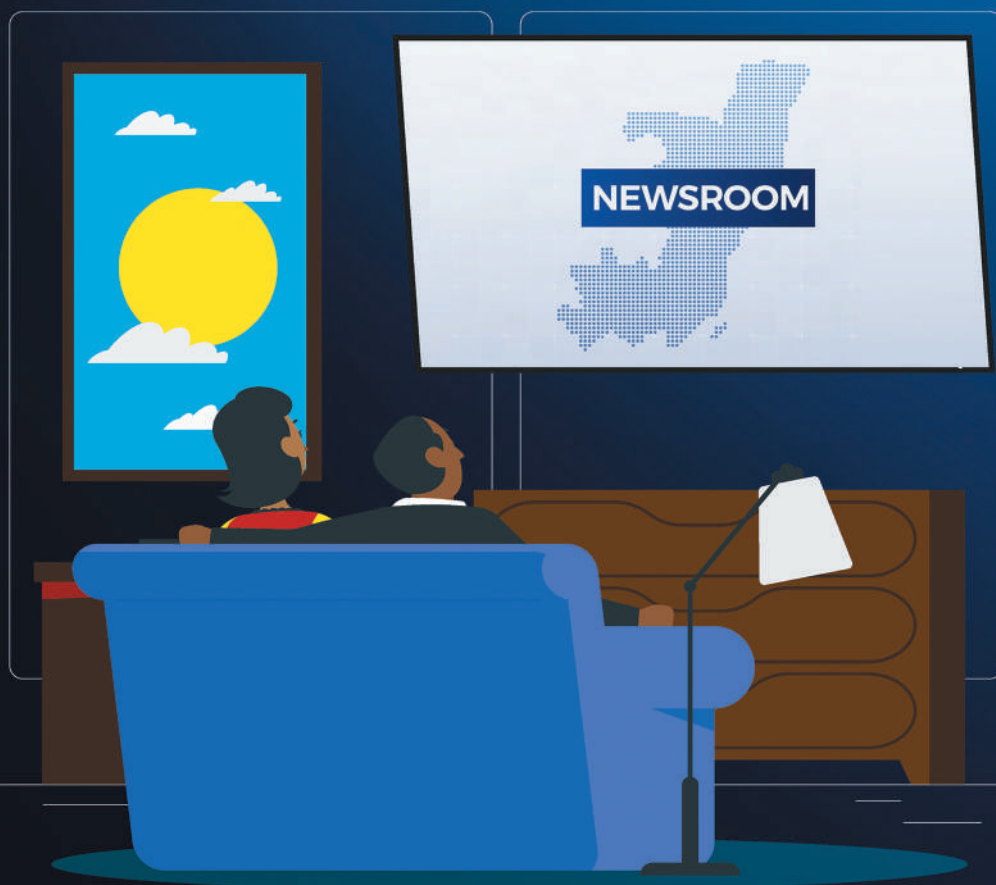


LE CONGO VU DE L'INTÉRIEUR

Newsroom du lundi au samedi à partir de 19h00

**Rediffusion 22h15*

**Autres éditions de mardi à dimanche (06h00 et 12h00)*



www.vox.cg

À ces drames s'ajoute un risque sanitaire sérieux. Les ravines et les débris accumulés deviennent des foyers de maladies. La contamination des eaux et la dégradation des réseaux hydriques exposent les populations à des pathologies graves, dont le choléra, dans des conditions d'hygiène particulièrement précaires.

Des budgets insuffisants face à l'ampleur du défi

La réponse publique, bien que réelle, demeure très en deçà des besoins. La loi de finances 2023 avait inscrit 1,8 milliard de francs CFA pour le traitement des érosions et des glissements de terrain. Le budget 2024 a porté cette enveloppe à 2,5 milliards de francs CFA, soit une hausse de 700 millions. Un effort louable, mais très insuffisant au regard de l'ampleur des travaux à mener. Les spécialistes estiment qu'une intervention véritablement structurelle et durable nécessiterait la mobilisation d'une enveloppe supérieure à 100 milliards de francs CFA.

Le Comité interministériel de lutte contre les érosions, pourtant mis en place dès 2018, peine à traduire ses mandats en politiques cohérentes et efficaces. Les érosions de Mimi et de Ngamakosso, pourtant déjà traitées, ont vu leur stabilisation remise en cause. Les chantiers de Mfilou et du lycée scientifique de Massengo sont toujours en cours ou en attente de financement.

Pour endiguer durablement le phénomène, les experts s'accordent sur la nécessité d'une double approche. D'une

Les érosions de Mimi et de Ngamakosso, pourtant déjà traitées, ont vu leur stabilisation remise en cause.

part, des travaux de génie civil, notamment la construction de digues et d'ouvrages d'assainissement dans les quartiers les plus exposés de Brazzaville, à Djiri, Talangaï et Madibou, ainsi qu'à Pointe-Noire, dans les quartiers Tié-Tié, Mongo-Mpoukou et Loandjili. D'autre part, des campagnes de végétalisation par la plantation d'espèces anti-érosives telles que l'acacia, le gazon et le vétiver,

à mener impérativement après la saison des pluies pour garantir leur efficacité.

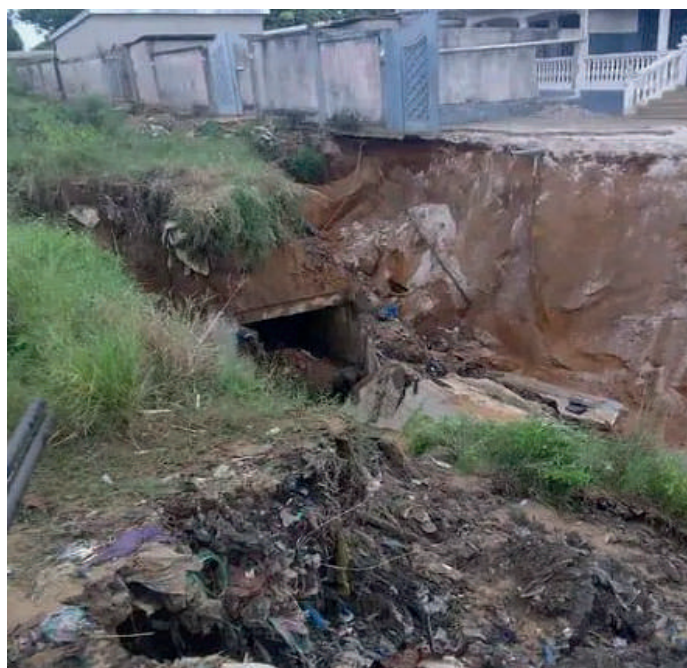
Sans une mobilisation financière à la hauteur du défi et une planification urbaine rigoureuse qui anticipe les risques morphologiques des sols avant tout aménagement, Brazzaville et Pointe-Noire continueront de s'effacer, quartier après quartier, dans le silence des ravins.



Des familles inquiètes pour leurs habitations



Des maisons en voie de disparition dans un quartier de Pointe-Noire.





VAR D'EXTRA MUSICA NOUVEL HORIZON, UN FESTIN DE RUMBA QUI RAVIVE LE GENRE MUSICAL

Plongez au cœur d'une rumba congolaise ressuscitée. Sorti le 24 décembre 2025, VAR est l'album-surprise qu'Extra Musica Nouvel Horizon offre en cadeau de fin d'année à ses fidèles. Produit par Bebert Etou Prod et Banger Studio sous la direction artistique de Sonor Digital, cet opus de 8 titres et 47 minutes s'impose comme un pur délice pour les mélomanes exigeants : un retour triomphal aux sources qui transcende toutes les attentes. Des guitares qui pleurent et qui dansent, des voix qui embrassent l'âme, un équilibre souverain entre rumba mélodique et ndombolo explosif, le tout d'une maîtrise qui propulse le groupe au sommet de la scène brazzavilloise.

PAR CERTES BEMI

Habitué des rythmes endiablés, Extra Musica Nouvel Horizon se réinvente ici en virtuose de la rumba pure, un style dans lequel le groupe ne s'était que rarement illustré avec autant d'élégance et de profondeur. "Makassa" (signée Rossen Yaourt), "ZZ" et l'incontournable "Œuvre d'art" (écrite par Sylvère Ndinga Cardel, portée par la voix envoûtante d'Anouchka Prise Électrique) sont de véritables pépites aux motifs de guitare fluides, harmonies acoustiques riches, sébènes mesurés qui convoquent les grands anciens sans jamais les singer.

Ces perles mélodiques, rares dans le répertoire du groupe, révèlent une alchimie instrumentale bluffante. Véritable hommage immersif à la tradition congolaise, elles emportent l'auditeur dans un tourbillon d'émotions et prouvent que le « *Nouvel Horizon* » illumine désormais tous les horizons de la rumba.

Une guitare solo inoubliable, un clin d'œil à l'histoire

L'album atteint son apogée avec "TIA NGA A L'AISE", dont le solo de guitare ponctué de quintes ascendantes rend un hommage vibrant à "Loufoulakari" de Youlou Mabiala. Virtuose et émouvant, ce passage dialogue avec les rythmes comme un cri du cœur congolais.

Une masterclass du directeur artistique Sonor Digital, qui hisse VAR au rang d'œuvre impérissable pour les puristes.

DGSP, l'hommage percutant à l'opération Zéro Kuluna

Au cœur de cette symphonie, le titre "DGSP" (d'une durée de 6 min 40 et dont le clip officiel cumule déjà plus de 3 millions de vues sur youtube) claque comme un manifeste. Ndombolo tonitruant dédié à la Direction Générale de la Sécurité Présidentielle, le titre évoque sans détour les violences endurées par les populations de Brazzaville. Composé par Bertrand Etou-Lion, ce véritable moteur de l'album est un clin d'œil direct à l'opération « *Zéro Kuluna* », la lutte implacable contre la délinquance juvénile qui a redonné ses rues à la capitale congolaise. Portées par des chorégraphies devenues virales, ses paroles fusionnent engagement citoyen et fête débridée, rappelant que la

musique sait, mieux que quiconque, dire la vérité là où d'autres se taisent.

Une déclaration de suprématie VAR est bien plus qu'un simple album, c'est une déclaration. Avec plus de 40 000 streams Spotify en un mois et une réception unanime malgré l'absence de figures emblématiques comme Zaparo de Guerre, le groupe confirme que son élan est intact. Les mélomanes avertis y trouveront leur eldorado, une rumba réinventée qui honore le passé tout en conquérant l'avenir.

Rendez-vous au Bataclan de Paris en juin 2026, première étape d'une tournée européenne qui s'annonce explosive. Extra Musica Nouvel Horizon vous y attend pour danser, enfin, cette vérité vérifiée en live.

Une masterclass du directeur artistique Sonor Digital, qui hisse VAR au rang d'œuvre impérissable...

Les musiciens d'Extra Musica Nouvel Horizon posant pour une affiche officielle.



Retrouvez la **Newsroom** du lundi au samedi à partir de **19h00**, avec toutes ses rubriques :

LE JOURNAL	L'INVITÉ	SUR LE NET	REPORTAGE	ÉCONOMIE
SOCIÉTÉ	SPORT	CULTURE	GRAND-ANGLE	FOCUS

Ne ratez rien en suivant nos magazines consacrés à tout ce qui touche votre quotidien.

 GRAND-DÉBAT	 LE TALK	 VOX BUSINESS
 L'ENTRETIEN	 VOX CULTURE	 VOX HEBDO
 DÉCRYPTAGE	 MAG DE LA SANTÉ	 MAG DES SPORTS
 TECH MAG		



LE CONGO VU DE L'INTÉRIEUR

*Votre chaîne d'information
en continu 24h/24h.*



www.vox.cg

POUR UNE RENAISSANCE ATHLÉTIQUE ET INDUSTRIELLE DU SPORT CONGOLAIS

Le sport en République du Congo traverse une crise structurelle profonde. Martial Kevin Ngoka Mondet, secrétaire général de l'Union africaine de Kurash et président de la commission des relations internationales de la Fédération internationale de Kurash, en dresse un diagnostic sans complaisance dans sa contribution au Livre Blanc « Les leviers de développement du Congo ». Entre gouvernance défailante, championnats à l'arrêt et infrastructures en déshérence, l'auteur formule un manifeste pour une refondation totale du système sportif national, adossée à une vision industrielle et à un cadre juridique enfin activé.

PAR MARNA MANKENE

L'histoire sportive du Congo n'est pas celle d'un pays sans mémoire ni ambition. Elle est, au contraire, une symphonie jalonnée de victoires qui témoignent d'une capacité réelle à produire l'excellence lorsque les conditions structurelles sont réunies. Les exploits de 1965, 1972, 2007 et 2015 ne sont pas le fruit du hasard, ils sont le résultat de visions portées par des hommes d'État conscients de la force symbolique du sport.

Sous l'impulsion du président Alphonse Massamba-Débat, puis sous la rigueur du président Marien Ngouabi, le sport s'est doté d'une âme institutionnelle avec la création de l'Office national du sport scolaire et universitaire (ONSSU), véritable moteur de détection et de formation des talents. À cette ingénierie humaine répondait le stade Massamba-Débat, infrastructure emblématique





Martial Kevin Ngoka
Mondet croit en
une renaissance
athlétique et
industrielle du sport
congolais.



Défilé des jeunes
athlètes aux jeux
nationaux de
l'ONSSU en 2013.



inaugurée en 1965 à l'occasion des premiers Jeux africains. La leçon de cette époque reste entière, là où la structure est forte, le talent devient durable. Plus récemment, les investissements consentis sous la présidence de Denis Sassou-N'Gusso ont permis d'engranger des résultats probants sur les scènes continentale et internationale.

Lors des 11es Jeux africains de 2015, le Congo a récolté 31 médailles, dont 8 en or, 4 en argent et 19 en bronze. La création du Centre national de football (CNFF) en 2005 a quant à elle porté ses fruits dès 2007, avec le sacre du Congo champion d'Afrique junior,

suivi d'une qualification en huitièmes de finale de la Coupe du monde des moins de 20 ans au Canada.

En 2024, l'Académie de football Alima, fondée par l'international Blaise Matuidi avec l'appui du gouvernement, est venue renforcer ce dispositif de formation alliant exigence sportive et suivi scolaire.

Un système à bout de souffle

Ces acquis ne doivent pas masquer la réalité d'un déclin structurel qui s'est progressivement institutionnalisé. Le mal est profond et multiforme. L'architecture juridique issue

Sur 39 fédérations agréées, moins de 15 affichent une activité constante.

de la loi 29-2021 souffre d'un paradoxe criant : protectrice dans ses textes, elle demeure totalement inopérante dans son exécution, faute de décrets d'application encadrant notamment le statut de l'athlète et le mécénat sportif.

La gouvernance est gangrenée par des conflits de compétence permanents entre le ministère en charge des sports, le Comité olympique national et les fédérations, qui instrumentalisent le mythe de l'autonomie fédérale pour échapper à toute reddition de comptes. Sur 39 fédérations agréées, moins de 15 affichent une activité constante. L'auteur propose d'y remédier par l'instauration d'une caducité automatique des agréments: toute fédération incapable d'organiser un championnat national pendant deux saisons consécutives ou d'être implantée dans au moins 50% des départements du pays perdrait immédiatement son statut fédéral.

L'arrêt quasi-systématique du financement des championnats nationaux par l'État constitue par ailleurs un contresens

stratégique majeur. Sans compétition régulière, l'athlète perd son rythme physiologique et tactique. Les clubs perdent leurs sponsors et leurs licenciés. L'Office national du sport scolaire et universitaire et les directeurs techniques nationaux travaillent dans l'obscurité, incapables de comparer les performances et d'identifier les meilleurs profils. C'est toute la base pyramidale du sport congolais qui s'effondre, entraînant dans sa chute une génération entière de talents sacrifiés.

Des réformes structurelles indispensables

Face à ce tableau, Martial Kevin Ngoka Mondet ne se contente pas du diagnostic. Il formule des propositions concrètes et hiérarchisées. La première

priorité est la création d'une Haute Autorité du Sport, instance indépendante chargée de promouvoir une gouvernance sportive conforme aux standards internationaux et de statuer sur les conflits de compétence entre le ministère, le Comité olympique et les fédérations. Cette réforme institutionnelle doit s'accompagner d'une modernisation du cadre juridique et de l'introduction d'un contrat de performance légalisé, transformant la subvention étatique en investissement sur objectifs chiffrés.

La professionnalisation des secrétaires généraux de fédérations, formés au droit du sport, est également identifiée comme une urgence, au regard de l'explosion des litiges portés devant la Chambre de



Martial Kevin Ngoka Mondet posant fièrement devant quelques trophées de la fédération de Kurash.

conciliation et d'arbitrage du sport, symptôme d'une faillite de la formation des dirigeants.

Activer le levier industriel du sport

Au cœur de la vision portée par l'auteur se trouve un instrument juridique existant mais inexploité : le Fonds national pour la promotion et le développement des activités physiques et sportives, créé par la loi 29-2021. Ce fonds, conçu pour sanctuariser les ressources du sport à l'abri des aléas budgétaires, n'attend que d'être activé par une volonté politique ferme.



Léon Alfred Opimbat, ministre des sports (à cet époque, posant en photo avec l'une des équipes championnes des jeux nationaux de l'ONSSU.

Pour en faire le moteur d'une véritable renaissance, son



assiette de financement doit être élargie bien au-delà des secteurs des télécommunications et des jeux de hasard qui en constituent aujourd’hui les premiers piliers.

Le secteur extractif, poumon économique de la nation, se doit de contribuer à la transformation du talent humain en résultats sportifs. Les industries de consommation, à commencer par les brasseries, peuvent participer à cet effort de santé publique : taxer certains produits pour financer le mouvement sportif, c’est convertir un risque sanitaire en bénéfice athlétique. Du BTP aux assurances, chaque secteur de l’économie nationale est appelé à apporter sa pierre à l’édifice.

Le sport ne doit plus être un mendiant à la table des puissants. Il doit devenir un partenaire de la croissance, un point de convergence des richesses du pays redistribuées vers les stades, les gymnases et les cours d’école, jusqu’à faire briller le drapeau congolais sur les podiums mondiaux.



La dernière cérémonie de remise de trophée au vainqueur de la Ligue 1, avant l’interruption du championnat national.



Les athlètes congolais vainqueurs de la médaille de bronze par équipe aux 11èmes jeux africains, en 2015.



Les joueuses de l’équipe nationale de handball se donnent à fond pour défendre les couleurs du Congo.

+16K

Personnes formées

Nos programmes allient management et digital. Nous offrons à la jeunesse les clés du numérique et de la gestion pour créer des entreprises solides.



Un catalyseur de succès.

Nous transformons les idées en réalité durable.

+300

Speakers & Experts

Des leaders venus partager leur vision sur scène.

+500

Événements organisés

Des actions concrètes pour dynamiser le secteur.

+7000

Femmes formées

Encourager le leadership féminin dans la Tech.

+15000

Participants aux événements

Une vaste communauté engagée un impact durable.

Bâtissons ensemble l'économie numérique.

Le Techlab de référence pour l'innovation et l'avenir.

BantuHub est un catalyseur complet. En réunissant incubation, expertise et communauté, nous offrons à la jeunesse les ressources pour transformer durablement notre économie locale.

En savoir plus



www.bantuhub.com

Nos références

Découvrez les acteurs qui ont collaboré avec nous au fil du temps.

L'Archer



BUROTOP IRIS



Google



TotalEnergies





APRÈS SA QUALIFICATION EN QUARTS DE FINALE OTOHÔ RÊVE DÉSORMAIS GRAND EN COUPE DE LA CAF

Portée par une dynamique remarquable malgré l'absence de championnat national, l'Association sportive Otohô d'Oyo s'apprête à défier le légendaire Zamalek Sporting Club d'Égypte lors des quarts de finale de la Coupe de la Confédération africaine de football. Une double confrontation prévue les 13 et 20 mars prochains, qui cristallise les espoirs d'un club privé de compétition locale mais animé d'une ambition continentale intacte.

PAR ACHILLE ZICKOU-THOTO | PHOTOS : AS OTOHÔ



Un joueur d'Otohô en duel face à deux défenseurs de CR Belouizdad.

L'épopée d'AS Otohô se poursuit. Dernier représentant de la République du Congo en compétitions continentales interclubs, le club ovoyen écrit, saison après saison, les pages les plus glorieuses de son histoire. Sa qualification en quarts de finale de la Coupe de la CAF 2025-2026, une première dans les annales du club, intervient pourtant dans un contexte local particulièrement éprouvant, marqué par la suspension du championnat national depuis deux saisons. En cause, le conflit persistant entre le ministère des Sports et la Fédération congolaise de football (FECOFoot), qui a conduit à la fermeture des stades et au gel de toute compétition domestique.

C'est donc dans ce désert footballistique que les Kalis Otoko d'Oyo ont bâti leur qualification, puisant dans la seule compétition africaine l'adrénaline nécessaire pour maintenir leur niveau de performance.

Une phase de groupe en demi-teinte mais prometteuse

À l'issue de la phase de groupes, l'AS Otohô a terminé deuxième du groupe C avec neuf points au compteur, derrière le CR Belouizdad d'Algérie. Le bilan est contrasté mais révélateur : un sans-faute retentissant à domicile, au stade Alphonse Massamba-Débat, contrebalancé par trois défaites en déplacement, toutes concédées sur le fil.

Sur leur pelouse, les Jaunes et Bleus ont été souverains, dominant successivement le CR Belouizdad sur le score de 4 buts à 1, Singuïda Black Stars de Tanzanie 2 buts à 1, puis Stellenbosch FC d'Afrique du Sud 3 buts à 0. À l'extérieur, en revanche, le scénario s'est répété avec une constance déconcertante : une défaite 1 but à 0 face à Stellenbosch FC, une autre sur le même score contre Singuïda Black Stars, et une courte défaite 2 buts à 1 concédée en Algérie face au CR Belouizdad.



Sekou Seck, le manager de AS Otohô, un grand artisan de cette nouvelle version du club.

Ces revers, tous d'un seul but d'écart, trahissent moins une fragilité structurelle qu'un manque de rythme compétitif que l'entraîneur principal Sékou Seck, dit Backo, analyse avec lucidité. « Le manque de championnat national et l'absence de véritables matches tests nous handicapent énormément face à des adversaires qui jouent chaque week-end dans leur championnat respectif. Mais nous travaillons à corriger ces défaillances, qui se jouent sur des détails. Perdre avec un écart d'un but lors de tous nos matchs à l'extérieur prouve qu'avec un peu plus de rigueur, et surtout en cessant de considérer un déplacement comme plus difficile qu'une réception, nous pouvons inverser la tendance. Il faut jouer à l'extérieur comme si nous étions à domicile », a-t-il déclaré.



Sans compétition dans les jambes, les joueurs d'AS Otohô avancent.



L'obstacle Zamalek, une montagne à soulever

Les quarts de finale placeront l'AS Otohô face à l'un des mastodontes du football africain : le Zamalek Sporting Club. Le club cairote, fort de cinq titres en Ligue des champions africaine et de trois sacres en Coupe de la Confédération remportés une première fois sous l'appellation Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe, puis à deux reprises depuis que la compétition a pris son nom actuel, s'impose comme l'un des favoris au titre final de cette édition 2025-2026.

Sa domination du groupe D en atteste. Avec onze points récoltés en six rencontres, soit trois victoires, deux matchs nuls et une seule défaite, le géant égyptien a livré une phase de groupe maîtrisée, confirmant toute l'étendue de son expérience continentale.

Le match aller, programmé le 13 mars au stade Alphonse Massamba-Débat de Brazzaville, revêt une importance capitale pour les hommes de Sékou Seck. Fort de leur invincibilité à domicile en phase de groupes, les Kalis Otoko devront non seulement s'imposer, mais le faire avec suffisamment d'écart



Les joueurs ont bénéficié du soutien de leur président, Olange Mo.

Malgré le manque de compétitions nationales, les joueurs de l'AS Otohô d'Oyo ont gardé un moral fort dans cette campagne CAF.



pour aborder le match retour au Caire dans les meilleures dispositions. Un succès d'au moins deux buts à zéro constituerait une marge de sécurité précieuse avant le déplacement en terre égyptienne, prévu le 20 mars.

2026, année de la consécration ?

La saison continentale 2025-2026 d'AS Otohô force l'admiration. Si la préparation d'avant-saison a pu s'appuyer sur des matchs amicaux disputés face à Manga Sport du Gabon, au FC Les Aigles du Congo de Kinshasa, ainsi qu'à quelques formations de Ligue 1 congolaise telles que l'AC Léopards de Dolisie

et le Club Athletic Renaissance Aiglons (CARA), la suite de la préparation n'a pas été à la hauteur des exigences d'une compétition continentale de ce calibre. Malgré tout, le club ovoyen a su transcender ses limites pour atteindre le dernier carré.

Ce paradoxe trouve son explication dans l'alchimie instaurée par Sékou Seck entre des joueurs de talent, frustrés par l'inactivité locale, et qui canalisent cette frustration en énergie pure dès lors qu'ils foulent les pelouses africaines. Privés de compétition nationale, les joueurs d'Otohô abordent chaque rencontre continentale avec la faim et la détermination de ceux qui n'ont pas d'autre scène pour s'exprimer. C'est précisément cette intensité qui rend le club d'Oyo imprévisible et redoutable, y compris face aux formations les mieux huilées du continent.

L'AS Otohô a rendez-vous avec son histoire. Et si les Kalis Otoko devaient franchir l'obstacle Zamalek, le football congolais tout entier aurait toutes les raisons de croire en une épopée continentale sans précédent.

Parcours d'AS Otohô en phase de groupes de la coupe de la CAF

Stellenbosch FC vs AS Otohô (1-0)	AS Otohô vs CR Belouizdad (4-1)
Singuida Black Stars vs AS Otohô (1-0)	AS Otohô vs Singuida Black Stars (2-1)
AS Otohô vs Stellenbosch FC (3-0)	CR Belouizdad vs AS Otohô (2-1)

Programme en quarts de finale

**Match aller : 13 mars 2026 / Stade Alphonse Massamba-Débat
Brazzaville**

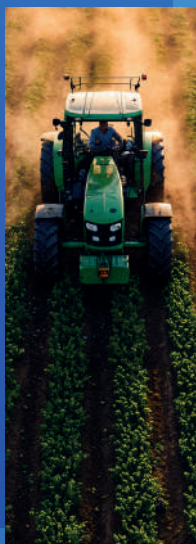
AS Otohô vs Zamalek SC

**Match retour : 20 mars 2026 / Stade international du Caire
Le Caire**

Zamalek SC vs AS Otohô

FORUM **VOXÉCO**

ANALYSER - ÉCHANGER - PROPOSER



CLIMAT DES AFFAIRES : LE LEVIER DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ

TOURS JUELLES – BRAZZAVILLE
SEPTEMBRE 2026

www.forumvox.eco



Agence de com
orientée résultats

**Les bonnes actions de
com ne s'improvisent pas.
Elles se conçoivent !**



+242 06 675 42 13
+242 05 782 58 17

www.adn.cg
ecrire@adn.cg